

Tables de l'année 2012

Au sommaire :

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Table des articles, notes, conclusions et avis classés par noms d'auteurs..... | I à V |
| Table alphabétique des matières..... | VI à XXVII |
| Table chronologique de la jurisprudence..... | XXVIII à XXX |

Nous rappelons à nos lecteurs que ces tables figurent sur Internet en téléchargement libre ainsi que diverses autres en complément ; ces documents sont disponibles sur le site <http://sites.google.com/site/droitouvrier> qui comprend également de nombreux articles

Par ailleurs les pages « Publications juridiques » de la rubrique « Kiosque » du site cgt.fr contiennent également des informations complémentaires.

Table des articles, conclusions, avis et notes classés par noms d'auteur

ADAM Patrice

- L'article L. 1154-1 du Code du travail, texte sans envers ni revers !
Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 février 2012 370

AUBIN Éric

- « Hommage à Francis Saramito » 163

AUGIER Bernard

- Les conditions d'exercice de son mandat par un représentant du personnel durant un arrêt maladie, au regard des règles de Sécurité sociale
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 décembre 2010..... 281

BARADEL Stéphanie

- L'encadrement prétoire des dispositifs de géolocalisation des salariés ou le « contrôleur contrôlé »
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 novembre 2011 153
- Durée et charge de travail : objectifs et limites de l'exigence de rentabilité 190

BAUMGARTEN Christophe

- L'expert-comptable du comité d'entreprise et l'analyse des rémunérations
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 janvier 2012..... 647

BÉRAUD Jean-Marc

- Représentativité syndicale : pondération des critères et transparence financière (Rapport)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 février 2012 315

BIED-CHARRETON Marie-France

- Droits de l'Homme et égalité entre organisations syndicales : où s'arrête la « liberté » d'appréciation du législateur ? (à propos du représentant syndical au CE)
Cour de cassation, trois arrêts 24 octobre 2012 745

BIZOT Nathalie

- Rupture de période d'essai en raison de l'état de santé : dommages et intérêts ou nullité
Première espèce : Cour d'appel de Rouen (Ch. Soc.) 7 juin 2011..... 366
Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Paris (Référé – Département) 13 juillet 2011..... 368

BOD Leïla

- La nullité du licenciement consécutif à une activité syndicale et à une grève
Conseil de prud'hommes de Toulouse (Industrie Département) 7 novembre 2011 231
- L'appréciation du caractère raisonnable de la période d'essai
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 janvier 2012..... 508

BONNECHÈRE Michèle

- « Hommage à Francis Saramito » 165
- Revisiter le droit positif par l'ajustement au droit européen ? 175
- Licenciement du travailleur étranger « sans papiers » : une jurisprudence inacceptable du « salariat bridé »
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012..... 736
- La protection du droit fondamental du salarié à la santé : réintégration – indemnisation
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2012..... 802

BORIE Jean-Louis

- Nullité de la rupture conventionnelle participant à la restructuration de l'entreprise
Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc. B) 11 janvier 2012 566

BOUAZIZ Paul (avec Isabelle Goulet)

- Les pouvoirs du juge judiciaire dans le cas du licenciement d'un salarié protégé pour une inaptitude consécutive à des comportements fautifs de l'employeur – Les arrêts du 15 novembre 2011 243

(avec Émilie Million-Rousseau)

- Harcèlement moral : l'établissement des allégations du salarié et la présomption de harcèlement
Cour d'appel de Versailles (19^e ch.) 28 novembre 2011 291

(avec Nicolas Collet-Thiry)

- Travail du dimanche et pouvoir de direction de l'employeur
Conseil de prud'hommes de Paris (Encadrement) 27 février 2012..... 510

BOULMIER Daniel

- Chronique de procédure prud'homale..... **62-64, 465-467**
- La force probante du constat d'huissier avec la loi n° 2010-1609 du 22 décembre 2010 **168**
- Le référé sur la santé/sécurité : l'espoir de demain **590**
- Exécution provisoire de plein droit : imparfaite résurrection d'une ordonnance de conciliation assassinée
Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 septembre 2012..... **753**

BOUSSARD-VERRECCHIA Emmanuelle (avec Xavier Petrachi)

- Système d'évaluation et critères comportementaux : vers une clarification (à propos de CA Toulouse, 21 septembre 2011, Airbus)..... **1**

BRAUN Anne

- Réquisition des grévistes : recommandation musclée de l'OIT..... **250**

CAMAJI Laure

- L'annulation du rachat de cotisations prescrites confrontée au principe d'intangibilité des prestations liquidées
Tribunal des affaires de Sécurité sociale du Morbihan 12 septembre 2011 **7**
- Chroniques jurisprudentielles de droit de la protection sociale **611-616**

CANUT Florence

- Sanction d'une clause de non-concurrence excessive : vers une évolution de la jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour de cassation
Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 octobre 2011 **12**
- La sanction pénale du droit conventionnel : mode d'emploi (à propos de Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 juin 2012, P+B)..... **757**

CAO Paul

- L'indemnisation du non-respect par l'employeur de l'obligation de contrôler la charge de travail du salarié
Conseil de prud'hommes de Versailles (Industrie - Départage) 15 mai 2012 **727**

CGT

- Arrêt Vivéo : la position de la CGT **278**

CHARBONNEAU Alexandre

- Le CHSCT : une institution en attente de réforme **583**

COHEN Maurice

- Quand le racisme indignes les magistrats (à propos des affaires Hôtel Negresco et Casino Restauration)..... **324**
Cour d'appel de Montpellier 9 décembre 2009 (extraits)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 juin 2011
Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2012
- Sanction des pressions patronales sur un comité d'entreprise par le biais d'un « sondage » auprès du personnel
Cour d'appel d'Angers 17 avril 2012..... **642**

COLLET-THIRY Nicolas

- Travail du dimanche et pouvoir de direction de l'employeur
Conseil de prud'hommes de Paris (Encadrement) 27 février 2012..... **510**
- Le préavis de prise d'acte : le risque disproportionné encouru par le salarié usant de son droit de provoquer une rupture immédiate **625**

COLLINS Hugh

- La flexibilité, réponse du Royaume-Uni à la crise..... **124**

CORREIA Mario

- Restructuration et gestion des contraintes : l'augmentation des jonctions paradoxales..... **406**

DARVES-BORNOZ Paul

- Lutter contre la désindustrialisation : la saga des Sodimédical **523**
Cour d'appel de Reims (Ch. Civ.) 14 mars 2011
Cour d'appel de Reims (Ch. Civ.) 25 octobre 2011
Cour d'appel de Reims (Ch. Soc. - référé) 31 août 2011
Cour d'appel de Reims (Ch. Civ. 1^{ère} sect.) 3 janvier 2012
- Les pouvoirs du bureau de conciliation pour désigner des conseillers rapporteurs et recadrer la charge de la preuve dans l'ordre de communication des pièces **654**
Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 15 mai 2012
Conseil de prud'hommes de Lyon (Conciliation-Départage) 29 mai 2012

DÉCHOZ Jacques (avec Sophie Geynet-Bourgeon)

- Salariés protégés, salariés exposés, salariés sacrifiés (réflexions sur trois décisions de la Cour de cassation du 15 novembre 2011) **329**

DESRUES Michel

- La résistance du contrat de travail au pouvoir de l'employeur
Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 octobre 2011 **444**

DIOH Adrien

- L'impact de la crise économique sur la législation du travail : l'exemple des pays africains de la zone franc..... **142**

DOCKÈS Emmanuel (avec Alexandre Fabre)

- Les résistances du droit du travail français face à la crise..... **78**

DUMOULIN François

- De la nécessité d'intégrer un plan de reclassement au PSE dans le cadre de départs « volontaires »
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 janvier 2012..... **601**

DURAND Thierry

- Contournement du droit disciplinaire : une manœuvre dangereuse de l'Assemblée plénière
Cour de cassation (Ass. Plén.) 6 janvier 2012..... **362**
- Le juge prud'homal des référés, à saisir d'urgence..... **533**
- Déplacement international lié au travail et refus fautif du salarié
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2012..... **655**
- Les indemnités du harcèlement et du non-respect de l'obligation de prévention
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juin 2012 **658**
- Travailleur mis à disposition : un « étranger » à l'entreprise privé de droit constitutionnel à participation
Tribunal d'instance de Paris (1^{er} arrdt) 2 février 2012 **660**
- La réduction de l'horaire de nuit et de la rémunération peut relever du pouvoir de direction
Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mai 2012 **660**
- La dispense de préavis ne peut modifier des avantages, même en présence de clauses contractuelles contraires
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2012..... **667**
- La prise d'acte de la rupture a un effet immédiat (perte des indemnités de prévoyance)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 juin 2012 **669**
- Prise d'acte de la rupture par un représentant du personnel et refus antérieur de l'autorisation administrative
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012..... **712**
- Décision des IRP et articulation de l'intervention du CE et du CHSCT
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012 et 10 janvier 2012..... **716**
- Accident de trajet et droit au congé
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 juillet 2012..... **720**

ESTEVEZ Michel

- Les limites à la surveillance des représentants du personnel dans l'exercice de leur mission (loi du 6 janvier 1978)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 avril 2012..... 806

FABRE Alexandre (avec Emmanuel Dockès)

- Les résistances du droit du travail français face à la crise..... 78

FABRE-MAGNAN Muriel

- Le forçage du consentement du salarié 459

FAIVRE-PICON Michel

- Délai de refus par l'employeur du congé de formation d'un membre du CHSCT
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 février 2012 598

FERRER Anaïs

- La licéité de la reprise de la grève interrompue durant un même préavis (service public)
Cour d'appel de Bordeaux (Ch. Civ. 4^e – sect. A) 3 mai 2011..... 234
- Licéité de préavis de grève déposés pour des motifs identiques
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 janvier 2012..... 563
- Inexécution fautive du contrat et altération du consentement du salarié en matière de rupture conventionnelle
Conseil de prud'hommes de Chalon-sur-Saône (Commerce) 25 avril 2012..... 670

GAHDOUN Pierre-Yves

- Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel 621-624, 673-677

GARDIN Alexia

- Retour sur le droit à mutation géographique pour raisons familiales
Cour d'appel d'Aix-en-Provence 8 septembre 2011 227
- La décision de retrait de l'enfant par le particulier employeur d'un(e) assistant(e) maternel(le) : quelles limites au particularisme ? 332
- Le contrôle de la validité des clauses de résidence : la Cour de cassation veille.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2012 502

GEYNET-BOURGEON Sophie (avec Jacques Déchoz)

- Salariés protégés, salariés exposés, salariés sacrifiés (réflexion sur trois décisions de la Cour de cassation du 15 novembre 2011) 329

GINON Anne-Sophie

- Chroniques jurisprudentielles du droit de la protection sociale 740-744, 807-809

GOULET Isabelle (avec Paul Bouaziz)

- Les pouvoirs du juge judiciaire dans le cas du licenciement d'un salarié protégé pour une inaptitude consécutive à des comportements fautifs de l'employeur – Les arrêts du 15 novembre 2011 243

GRÉVY Manuela

- Chroniques de droit administratif du travail 512-521

GRUMBACH Tiennot

- L'incidence sur l'emploi de l'organisation et de la réorganisation des groupes 393

GUAMAN HERNANDEZ Adoración (avec Olivier Leclerc)

- Se réformer pour mieux s'adapter ? Le droit du travail espagnol face à la crise économique 116

GUICHAOUA Hervé

- Emploi illégal des salariés étrangers : ambiguïtés et insuffisance de la loi du 16 juin 2011 340
- La fraude à la prestation de services et au détachement de salariés sur le territoire français : panorama de la jurisprudence française 543
- La mise en cause du donneur d'ordre et du maître d'ouvrage au service de la lutte contre le travail illégal..... 763

GUIOMARD Frédéric

- Chroniques jurisprudentielles du droit de la protection sociale 616-620, 678-686

GÜNEL Sultan

- Contreparties aux temps d'habillage et de déshabillage : la curieuse frilosité du juge judiciaire
Cour de cassation (Ass. Plén.) 18 novembre 2011 236

HAMOUDI Karim

- Transfert d'un établissement distinct (au sens des CE) et salariés protégés
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 373

HÉAS Franck

- Le rôle des partenaires sociaux en matière de régulation de la pénibilité 348

HENRY Michel

- « Hommage à Francis Saramito » 166
- À propos de l'arrêt Vivéo : faisons un rêve..... 629
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2012

HOLLE Dominique

- Le rôle des délégués du personnel lors du fractionnement du congé payé
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 juin 2011 48

JACOBY Nadia

- Restructurations : un regard d'économiste 387

JACQUEMET Gilbert

- L'attitude déloyale de l'employeur dans le choix de la date d'une négociation préélectorale
Tribunal d'instance de Sélestat 8 juillet 2011 55

KAPP Thomas

- Le mystérieux salarié qui apporte son « aide à l'employeur pour la gestion de la santé et de la sécurité au travail » 253

KELLER LYON-CAEN Marianne

- Le déplacement vers le Tribunal de grande instance de l'action syndicale au bénéfice des salariés..... 471
Tribunal de grande instance de Lille (1^{ère} ch.) 24 novembre 2011

LACOSTE-MARY Valérie (avec Philippe Martin)

- Chroniques jurisprudentielles de droit social européen 304-312, 378-384

LANQUETIN Marie-Thérèse

- Affiliation à un régime professionnel et discrimination à raison du sexe..... 687
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juin 2012

LARDY-PÉLISSIER Bernadette

- Le transfert d'entreprise 398

LAULOM Sylvaine

- Les dangereuses évolutions du droit social dans une Europe en crise 99
- Le droit européen des restructurations 420

IV

LAUNAY Laurent de

- Adaptation des effectifs et licenciements économiques 413

LECLERC Olivier (avec Adoración Guaman-Hernandez)

- Se réformer pour mieux s'adapter ? Le droit du travail espagnol face à la crise économique 116

LEDUC Jean-Pierre

- SMIC et rémunération des temps de pause : la Chambre sociale et la Chambre criminelle sont bien d'accord
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 mars 2012 453

LEGRAND Pierre-François

- Licenciement pour motif économique et responsabilité des groupes de sociétés 433

LEROY Yann

- De l'importance du plan de sauvegarde de l'emploi..... 427

LOKIEC Pascal

- Propos introductifs « Les réactions du droit du travail à la crise » 67
- La déconnexion du temps de travail et de la rémunération.. 207

LYON-CAEN Antoine

- Éternelle crise..... 68
- Le forfait en jours ou les épices du pluralisme..... 171

MANSOUR Jamila

- Négociation annuelle obligatoire : les syndicats doivent disposer de l'ensemble des informations sur les rémunérations
Tribunal de grande instance de Paris 29 mai 2012..... 789

MARIÉ Romain

- Rappel méthodologique sur l'art et la manière de déterminer la propriété de l'invention du salarié
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2011..... 50

MARTIN Philippe (avec Valérie Lacoste-Mary)

- Chroniques jurisprudentielles de droit social européen 304-312, 378-384

MASANOVIC Pierre (avec Stéphanie Baradel)

- L'encadrement prétorien des dispositifs de géolocalisation des salariés ou le « contrôleur contrôlé »
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 novembre 2011 153

MAZARS Marie-France

- La charge de travail en questions – Synthèse 224

MAZIÈRES Arnaud

- L'action syndicale en justice pour encadrer l'évaluation des salariés
Cour d'appel de Toulouse (4^e ch. 1^{ère} sect.) 21 septembre 2011..... 45
- Les conditions requises pour une décision syndicale de désaffiliation
Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 mai 2011 60
- La conséquence du refus par certains salariés de leur transfert conventionnel
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 novembre 2011 239
- Transfert conventionnel de contrats de travail et recevabilité de l'action en justice des institutions représentatives du personnel
Cour d'appel de Paris (P. 6 – 2^e ch.) 5 janvier 2012
Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 décembre 2011..... 608
- Décision des IRP et articulations de l'intervention du CE et du CHSCT
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012 et 10 janvier 2012..... 716

MÉDEAU Xavier

- Restructurations parallèles et consultation loyale du comité d'entreprise
Tribunal de grande instance de Paris (référé) 25 mai 2012 793

MÉNARD Claudy

- La visioconférence : une entrave au fonctionnement collectif des séances du comité d'entreprise
Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 octobre 2011 151
- Jusqu'où l'obligation de discrétion d'un membre du comité d'entreprise ?
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 mars 2012 649

MEYRAT Isabelle

- L'arrêt Carrefour du 27 juin 2012 : petite contribution au rayonnement de l'exigence d'égalité de traitement
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 juin 2012 724

MILET Laurent

- L'indépendance de gestion des comités d'entreprise : entre liberté réaffirmée et nécessité de transparence financière
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 mars 2012 774

MILLION-ROUSSEAU Émilie (avec Paul Bouaziz)

- Harcèlement moral : l'établissement des allégations du salarié et la présomption de harcèlement
Cour d'appel de Versailles (19^e ch.) 28 novembre 2011 291

MOREAU Marie-Ange

- Les réactions du droit du travail à la crise – Conclusions 148

MORIN Marie-Laure

- Effectif de l'entreprise (suite) : la Charte européenne des droits fondamentaux peut-elle avoir un effet direct ? 694
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 avril 2012

NADALET Sylvain

- Le droit italien du travail à l'épreuve de la crise : entre « mesures tampon » et déréglementation à outrance..... 104

NICOD Cécile

- Le principe d'égalité et l'accès aux moyens attribués à la section syndicale
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2011..... 56

ODOUL-ASOREY Isabel

- Les réactions de la négociation collective à la crise..... 90

OLIVIER Arnaud

- L'indemnisation des salariés victimes de la contamination par l'amiante
Cour d'appel de Paris (P. 6 – 8^e ch.) 1^{er} décembre 2011 294

OMARJEE Ismaël

- La réaction du droit du travail européen face à la crise 95

PASQUIER Thomas

- La négociation collective en temps de crise : l'exemple des accords Fiat..... 112

PESKINE Elsa (avec Jérôme Porta, Tatiana Sachs, Cyril Wolmark)

- Protection et efficacité économique : un couple dans la crise... 69

PETIT Franck

- Qui est habilité à négocier le protocole d'accord préélectoral ? 356

PETRACHI Xavier (avec Emmanuelle Boussard-Verrecchia)

- Système d'évaluation et critères comportementaux : vers une clarification (à propos de CA Toulouse, 21 septembre 2011, Airbus)..... 1

POIRIER Mireille

- Une nouvelle pierre à l'édifice de la protection du droit d'agir en justice
Cour d'appel de Versailles (6^e ch.) 7 février 2012..... 448
- Les tâches afférentes aux examens universitaires : tout travail mérite salaire 636

PONTIF Valérie

- Discrimination à l'embauche : l'absence de définition préalable des exigences requises pour occuper un emploi
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 décembre 2011..... 559

PORIN Cédric

- Les représentants du personnel face à une décision illégale de l'employeur : les moyens de réaction adéquats
Cour d'appel de Paris (P. 6 – 1^{ère} ch.) 25 octobre 2010
Tribunal de grande instance de Nanterre 7 janvier 2011 35

PORTA Jérôme (avec Elsa Peskine, Tatiana Sachs, Cyril Wolmark)

- Protection et efficacité économique : un couple dans la crise... 69

RADÉ Christophe

- L'obligation de sécurité du salarié..... 578

RECHOULET Philippe

- Réintégration d'un travailleur handicapé, licencié pour un motif discriminatoire
Cour d'appel d'Orléans 15 novembre 2011..... 287

RÉMY Patrick

- Le droit du travail allemand face à la « crise » : un « modèle » pour le droit français ?..... 133

RENNES Pascal

- L'emprise marginale du droit sur les questions d'unité ou de division du syndicalisme 20
- Représentativité syndicale : pondération des critères et transparence financière
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 février 2012 321
- La condition de double majorité du protocole préélectoral
Tribunal d'instance de Villejuif 25 novembre 2011..... 446
- La recevabilité d'une demande en référé pourtant rejetée par un bureau de conciliation
Cour d'appel de Versailles (6^e ch. – référé) 1^{er} mars 2011.... 554

RIANDEY Paul

- Une nouvelle pierre à l'encadrement des systèmes d'alerte professionnelle
Cour d'appel de Caen (référé) 23 septembre 2011 157
- La fixation unilatérale des objectifs en matière de rémunération..... 213

RICHEVAUX Marc

- Les instruments de travail nécessaires à l'activité professionnelle (ordinateur) sont insaisissables
Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 28 juin 2012 668

ROBIN-OLIVIER Sophie (avec Pascal Lokiec)

- Propos introductifs « Les réactions du droit du travail à la crise » 67

SACHS Tatiana (avec Elsa Peskine, Jérôme Porta, Cyril Wolmark)

- Protection et efficacité économique : un couple dans la crise... 69

SALTZMANN Christophe

- De l'application du principe de spécialité catégorielle dans les élections professionnelles 27
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2011
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2011
- Égalité de traitement, une jurisprudence en quête de pertinence
Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 mars 2012 504

SECUNDA Paul

- Le droit des États-Unis et la crise 147

SMAÏLI Mohamed-Najib

- L'indemnité forfaitaire contenue dans un accord transactionnel ne fait pas obstacle au paiement d'une indemnité contractuelle de licenciement
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2012 733

SPIRE Rachel

- La sanction de ruptures conventionnelles conclues en fraude à la procédure des licenciements collectifs
Cour d'appel de Lyon (Ch. C) 2 décembre 2011 375

STRUILLOU Yves

- Conformité à la Constitution du délai dont dispose l'employeur pour notifier le licenciement d'un représentant du personnel
Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 janvier 2012..... 257

TAURAN Thierry

- Résumés d'arrêtés récents de la Cour de cassation 3-4
de couverture (dans chaque numéro du « Droit Ouvrier »)

THIBAUT Bernard

- « Hommage à Francis Saramito » 163

TOURNAUX Sébastien

- L'intensité de l'obligation de sécurité de l'employeur : un traitement aux effets mal mesurés..... 571

WAQUET Philippe

- Quelques souvenirs sur les conditions dans lesquelles la jurisprudence sur les licenciements économiques s'est édifiée 86

WOLMARK Cyril (avec Elsa Peskine, Jérôme Porta, Tatiana Sachs)

- Protection et efficacité économique : un couple dans la crise... 69

WURTZ Emmanuelle

- Prise d'acte d'un représentant du personnel et refus antérieur d'autorisation administrative (Rapport)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012..... 706

Table alphabétique des matières*

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

ACCIDENT DE TRAJET

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Congés payés – Conditions d'ouverture des droits – Période de référence – Absence assimilée à du temps de travail effectif – Accident de trajet (oui) | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 juillet 2012 | 719 |
| Note Thierry Durand , Conseiller prud'homme..... | 720 |

RÉPARATION

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Faute inexcusable de l'employeur – Faute pénale non intentionnelle – Dissociation des deux fautes – Portée | |
| Première espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 15 mars 2012 | 616 |
| Relaxe de l'employeur – Autorité du pénal – Étendue – Relaxe – Accident du travail – Faute inexcusable de l'employeur – Faute en lien de causalité avec le dommage | |
| Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 16 février 2012 | 618 |
| Note Frédéric Guimard , Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS)..... | 619 |
| Faute inexcusable – Action de la victime – Limites – 1 ^o Acceptation de l'offre d'indemnisation du fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (deux espèces) – 2 ^o Régime spécial – Marins (première espèce) | |
| Première espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 22 septembre 2011 | 678 |
| Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 6 octobre 2011 | 679 |
| Note Frédéric Guimard , Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS)..... | 680 |

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Faute inexcusable – Réparation du préjudice – Étendue – Préjudices non couverts par l'article L. 452-3 du Code de la Sécurité sociale – Dommages non couverts par le livre IV du Code de la Sécurité sociale – 1 ^o Détermination – Préjudice sexuel et déficit fonctionnel temporaire – 2 ^o Réparation versée directement par la Caisse (oui) (deux espèces) | |
| Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 4 avril 2012 | 681 |
| Quatrième espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 4 avril 2012 | 683 |
| Note Frédéric Guimard , Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS)..... | 683 |

AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL (voir Temps de travail)

ASSURANCES SOCIALES

AFFILIATION

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Professions industrielles et commerciales – Affiliation – Conditions – Exercice effectif par l'assuré d'une activité professionnelle comportant inscription au Registre du commerce et des sociétés – Capacité de l'assuré d'exercer le commerce (non) | |
| Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 20 janvier 2012 | 742 |
| Note Anne-Sophie Ginon , Maître de conférences Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS)..... | 742 |

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Assujettissement – Ministre des cultes et membres des congrégations et collectivités religieuses – Conditions – Pension de vieillesse – Périodes d'assurance – Détermination | |
| Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 20 janvier 2012 | 743 |
| Note Anne-Sophie Ginon , Maître de conférences, Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS)..... | 744 |

ASSURANCES MALADIE ET MATERNITÉ

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Indemnités journalières – Suppression – Infraction au règlement des malades – Activité non autorisée – Exercice d'un mandat de représentant du personnel | |
| Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 9 décembre 2010 | 281 |
| Note Bernard Augier , Président du Conseil de prud'hommes de Lyon, membre du Conseil supérieur de la Prud'homie..... | 281 |
| Bénéficiaires – Enfant étranger à la charge effective et permanente de l'assuré | |
| Première espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 10 novembre 2011 | 740 |
| Note Anne-Sophie Ginon , Maître de conférences, Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS)..... | 741 |
| Frais de transport – Modification des conditions de prise en charge pour les bénéficiaires du régime d'affections de longue durée (ALD) | |
| Conseil d'État (1^{ère}/6^e srr) 27 juillet 2012 | 807 |
| Maladie – Frais de transport – Remboursement – Transport en voiture de petite remise – Exclusion | |
| Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 10 mai 2012 | 808 |
| Note Anne-Sophie Ginon , Maître de conférences, Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS)..... | 809 |

ASSURANCE VIEILLESSE

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Doctrine : L'annulation du rachat de cotisations prescrites confrontée au principe d'intangibilité des prestations liquidées , par Laure Camaji , Maître de conférences, Université Paris-Sud – IUT de Sceaux..... | 7 |
| Annexe : Assurance Vieillesse – Pension – Contestation du montant par la Caisse – Contestation d'attestations de périodes travaillées – Demande en répétition d'indu – Condition – Intangibilité des pensions liquidées – Exception – Fraude | |
| Tribunal des affaires de Sécurité sociale du Morbihan 12 septembre 2011 | 10 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Caisse – Obligation de renseigner – Relevé de situation individuelle – Périodes pour lesquelles des droits ont été constitués par le versement de cotisations – Majoration pour enfants (non) | |
| Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 16 février 2012 | 611 |
| Note Laure Camaji , Maître de conférences, Université Paris-Sud – IUT de Sceaux..... | 612 |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Professions industrielles et commerciales – Affiliation – Conditions – Exercice effectif par l'assuré d'une activité professionnelle comportant inscription au Registre du commerce et des sociétés – Capacité de l'assuré d'exercer le commerce (non) | |
| Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 20 janvier 2012 | 742 |
| Note Anne-Sophie Ginon , Maître de conférences Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS)..... | 742 |

* Les auteurs des notes de jurisprudence dont la qualité n'est pas spécifiée sont membres du Comité de rédaction du Droit Ouvrier ; la composition de celui-ci est indiquée en page 2 de couverture.

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Assujettissement – Ministre des cultes et membres des congrégations et collectivités religieuses – Conditions – Pension de vieillesse – Périodes d'assurance – Détermination | |
| Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) | |
| 20 janvier 2012 | 743 |
| Note Anne-Sophie Ginon , Maître de conférences, Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS)..... | 744 |

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Discrimination (directive 200/78) – Régime de retraite complémentaire – Bénéfice des prestations – Union de même sexe – Incidence | |
| Cour de justice de l'Union européenne 10 mai 2011 | 378 |
| Note Philippe Martin , Chargé de recherches CNRS, COMPTRESEC Université Bordeaux IV..... | 379 |
| Doctrines : Affiliation à un régime professionnel et discrimination à raison du sexe (à propos de Cass. Soc. 6 juin 2012, AGIRC) , par Marie-Thérèse Lanquetin , Chercheur, IRERP, Université Paris-Ouest La Défense..... | 687 |
| Égalité de traitement – Discrimination à raison du sexe – Discrimination indirecte – Affiliation à un régime de retraite complémentaire – Justification – Comparaison avec des classifications voisines exclues (non) – Équilibre général du régime (non) | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juin 2012 | 692 |

CHÔMAGE

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Doctrines : Le forçage du consentement du salarié , par Muriel Fabre-Magnan , Professeur, École de droit de la Sorbonne, Université de Paris-1 Panthéon-Sorbonne..... | 459 |
| Pôle emploi – Obligation d'information des demandeurs d'emploi – Portée | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 février 2012 | 614 |
| Note Laure Camaji , Maître de conférences, Université Paris-Sud – IUT de Sceaux..... | 615 |
| Rémunération – Dettes – Saisie des biens – Limites – Instruments de travail nécessaires à l'exercice personnel de l'activité professionnelle – Ordinateur – Salarié privé d'emploi – Bien utilisé pour la recherche d'emploi – Caractère saisissable (non) | |
| Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 28 juin 2012 | 668 |
| Note Marc Richevaux , Maître de conférences, Université du Littoral..... | 668 |

CLAUSE DE NON-CONCURRENCE (voir Contrat de travail – Clauses spéciales)

COMITÉS D'ENTREPRISE (voir aussi Élections professionnelles)

ATTRIBUTIONS ÉCONOMIQUES

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| Contrat de travail – Exécution – Rémunération variable – Dispositif d'évaluation – 1 ^o Critères comportementaux – Licéité – Conditions – Relation directe avec une activité professionnelle identifiable – Exclusion des critères à connotation morale – Nécessité d'une appréciation objective exclusive de la sphère personnelle – 2 ^o Rôle des IRP – Consultation du CHSCT (oui) – Consultation du CE (oui) – Caractère préalable de la mise en œuvre du dispositif (oui) | |
| Syndicat professionnel – Action en justice – 1 ^o Décision et représentation – Stipulations statutaires – 2 ^o Recevabilité – Fonctionnement des IRP – Contestation d'une procédure d'évaluation | |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Cour d'appel de Toulouse (4^e ch. sect. 1) 21 septembre 2011 | 39 |
| Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise,..... | 45 |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Contrat de travail – Exécution – Dispositif de dénonciation anonyme de salariés («alerte professionnelle») – Licéité – Conditions – 1 ^o Consultation des IRP – Comité d'entreprise et CHSCT – 2 ^o Champ du dispositif devant être circonscrit aux aspects comptables et financiers – Dispositif de filtrage et de destruction des dénonciations hors champ inexistant – Préservation de l'anonymat incitant à y recourir – Insuffisance de l'information des salariés susceptibles de faire l'objet d'une dénonciation | |
| Cour d'appel de Caen (3^e ch. sect. soc.) 23 septembre 2011 | 157 |
| Note Paul Riandey , Avocat au Barreau d'Orléans..... | 159 |
| Protection des représentants du personnel – Mise à la retraite – Procédure – Consultation du comité d'entreprise – Information | |
| Conseil d'État 26 octobre 2011 | 518 |
| Note Manuela Grévy , Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne..... | 518 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Doctrines : Lutter contre la désindustrialisation : la saga des Sodimédical , par Paul Darvez-Bornoz , Avocat au Barreau d'Anncy..... | 523 |
| Licenciement pour motif économique – Licenciements collectifs – Consultation du comité d'entreprise – Examen du motif économique – Défaut de cause économique rejaillissant sur la procédure de licenciement – Nullité de la procédure | |
| Quatrième espèce : Cour d'appel de Reims (Ch. Civ. 1^{ère} sect.) 3 janvier 2012 | 532 |
| 1 ^o Attributions économiques – Plan de rattrapage de la production – Consultation du personnel par l'employeur – Pression illicite sur le comité – Dommage et intérêts – 2 ^o Ordre du jour – Élaboration unilatérale – Caractère subsidiaire – Nécessité de recherche d'une rédaction conjointe | |
| Cour d'appel d'Angers (Référé) 17 avril 2012 | 642 |
| Note Maurice Cohen , Docteur en droit, Directeur de la Revue pratique de droit social..... | 645 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Examen annuel des comptes – Expert-comptable – Mission – 1 ^o Étude des charges du personnel et du système de rémunérations – Communication des éléments au format électronique – 2 ^o Analyse de la situation comparée des hommes et des femmes au sein de l'entreprise – Conditions | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 janvier 2012 | 646 |
| Note Christophe Baumgarten , Avocat au Barreau de Bobigny..... | 647 |
| Membres – Obligation de discrétion – Transmission d'une information déformée à la presse – Manquement (oui) – Sanction disciplinaire (oui) | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 mars 2012 | 649 |
| Note Claudy Ménard , Formateur syndical..... | 650 |

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Consultation – Problèmes généraux intéressants les conditions de travail – Transmission de l'avis du CHSCT – Condition de régularité de la consultation (oui) (deux espèces) | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012 | 715 |
| Note Thierry Durand , Conseiller prud'homme et Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise,..... | 716 |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Doctrines : L'indépendance de gestion des comités d'entreprise : entre liberté réaffirmée et nécessité de transparence financière , par Laurent Milet , Professeur associé, Université Paris-Sud – Faculté Jean Monnet – Rédacteur en chef de la Revue pratique de droit social..... | 774 |
| Subvention de fonctionnement – Utilisation – Limites – Dépenses liées aux attributions économiques du comité – Actions de formation et abonnements de presse sans lien avec ces attributions | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 mars 2012 | 785 |

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Licenciement pour motif économique – 1° Licenciement collectif – Consultation du comité d'entreprise – Dissociation par l'employeur de projets de restructuration – Manquement à l'information du comité – 2° Société détenue par un fonds d'investissement – Motif économique et périmètre de reclassement appréciés au niveau du groupe – 3° Reclassement – Offre d'emploi – Notion – Offre soumise à accord final de l'employeur – Validité (non) – 4° Ordre des licenciements – Critères – Qualités professionnelles – Évaluation – Nécessité | |
| Tribunal de grande instance de Paris (référé) 25 mai 2012 | 793 |
| Note Xavier Médeau , Avocat au Barreau des Ardennes | 800 |

VOTES ET DÉLIBÉRATIONS

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 1° Attributions économiques – Plan de rattrapage de la production – Consultation du personnel par l'employeur – Pression illicite sur le comité – Dommage et intérêts – 2° Ordre du jour – Élaboration unilatérale – Caractère subsidiaire – Nécessité de recherche d'une rédaction conjointe | |
| Cour d'appel d'Angers (référé) 17 avril 2012 | 642 |
| Note Maurice Cohen , Docteur en droit, Directeur de la Revue pratique de droit social | 645 |
| Consultation – Problèmes généraux intéressants les conditions de travail – Transmission de l'avis du CHSCT – Condition de régularité de la consultation (oui) (deux espèces) CHSCT – Fonctionnement – Expression d'un avis – Forme – Délibération collective (non) – Recueil d'opinions individuelles de ses membres – Régularité (non) (deuxième espèce) | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012 | 715 |
| Note Thierry Durand , Conseiller prud'homme et Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise, | 716 |

EXPERTS

MOYENS DE FONCTIONNEMENT - SUBVENTIONS

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Doctrine : L'indépendance de gestion des comités d'entreprise : entre liberté réaffirmée et nécessité de transparence financière , par Laurent Milet , Professeur associé, Université Paris-Sud – Faculté Jean Monnet – Rédacteur en chef de la Revue pratique de droit social | 774 |
| Subvention de fonctionnement – Utilisation – Limites – Dépenses liées aux attributions économiques du comité – Actions de formation et abonnements de presse sans lien avec ces attributions | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 mars 2012 | 785 |

COMITÉ D'ÉTABLISSEMENT

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Protection des représentants du personnel – Transfert d'entreprise – Caractère partiel – Notion – Établissement distinct au sens des comités d'établissement | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 | 373 |
| Note Karim Hamoudi , Avocat au Barreau de Paris | 373 |
| Établissement distinct – Critères – Autonomie de gestion | |
| Tribunal administratif de Versailles 6 juin 2011 | 512 |
| Note Manuela Grévy , Maître de conférences, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne | 513 |

REPRÉSENTANT SYNDICAL AU C.E.

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Entreprises de plus de 300 salariés – Représentant syndical – Désignation – Condition – Pluralité d'élus – 1° Égalité et liberté syndicale – Conformité (oui) – 2° Application immédiate de la loi – Dispositions transitoires | |
| Conseil constitutionnel, décision n° 2011-216 QPC 3 février 2012 | 673 |
| Note Pierre-Yves Gahdoun , Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP | 673 |

Doctrine : **Droits de l'Homme et égalité entre organisations syndicales : où s'arrête la « liberté » d'appréciation du législateur ? (à propos du**

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| représentant syndical au CE) , par Marie-France Bied-CHARRENTON , Avocate au Barreau de Paris | 745 |
| Comité d'entreprise – Représentant syndical – Désignation – Condition – Entreprises de plus de 300 salariés – Pluralité d'élus au CE (trois espèces) – Atteinte à la Convention européenne des droits de l'Homme (art. 11 et 14) (non) (première espèce) – Accord collectif – Abaissement du seuil du nombre d'élus (non) (deuxième espèce) – Saisine du juge – Nécessité (oui) (troisième espèce) | |
| Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 octobre 2012 | 750 |
| Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 octobre 2012 | 751 |
| Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 octobre 2012 | 751 |

ACTION EN JUSTICE

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Expert – Désignation – Modalités – Employeur public ayant la qualité de pouvoir adjudicateur – Hôpital public – Soumission du CHSCT aux règles de la commande publique (ord. 2005-649) (oui) – Activité relevant du décret 2005-1542 (non) | |
| Première espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 2° ch.) 5 janvier 2012 | 603 |
| Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 décembre 2011 | 607 |
| Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise, | 608 |

COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT)

ATTRIBUTIONS

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Doctrine : Système d'évaluation et critères comportementaux : vers une clarification , par Emmanuelle Boussard-Verrecchia , Avocate au Barreau de Versailles et Xavier Petrachi , Délégué syndical central CGT Airbus | 1 |
| Contrat de travail – Exécution – Rémunération variable – Dispositif d'évaluation – 1° Critères comportementaux – Licéité – Conditions – Relation directe avec une activité professionnelle identifiable – Exclusion des critères à connotation morale – Nécessité d'une appréciation objective exclusive de la sphère personnelle – 2° Rôle des IRP – Consultation du CHSCT (oui) – Consultation du CE (oui) – Caractère préalable de la mise en œuvre du dispositif (oui) – Syndicat professionnel – Action en justice – 1° Décision et représentation – Stipulations statutaires – 2° Recevabilité – Fonctionnement des IRP – Contestation d'une procédure d'évaluation | |
| Cour d'appel de Toulouse (4° ch. sect. 1) 21 septembre 2011 | 39 |
| Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise, | 45 |

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Contrat de travail – Exécution – Dispositif de dénonciation anonyme de salariés (« alerte professionnelle ») – Licéité – Conditions – 1° Consultation des IRP – Comité d'entreprise et CHSCT – 2° Champ du dispositif devant être circonscrit aux aspects comptables et financiers – Dispositif de filtrage et de destruction des dénonciations hors champ inexistant – Préservation de l'anonymat incitant à y recourir – Insuffisance de l'information des salariés susceptibles de faire l'objet d'une dénonciation | |
| Cour d'appel de Caen (3° ch. sect. soc.) 23 septembre 2011 | 157 |
| Note Paul Riandey , Avocat au Barreau d'Orléans 159 | |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Doctrine : Le CHSCT : une institution en attente de réforme ? , par Alexandre Charbonneau , Maître de conférences, Université de Bordeaux-I | 583 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Doctrine : Le référé sur la santé-sécurité : l'espoir de demain , par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine | 590 |
| Comité d'entreprise – Attributions économiques – Consultation – Problèmes généraux intéressant les conditions de travail – Transmission de l'avis du CHSCT – Condition de | |

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| régularité de la consultation (oui) (deux espèces) CHSCT – Fonctionnement – Expression d'un avis – Forme – Délibération collective (non) – Recueil d'opinions individuelles de ses membres – Régularité (non) (deuxième espèce) | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2011 | 715 |
| Note Thierry Durand , Conseiller prud'homme et Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise..... | 716 |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Aménagement important – Modification de l'horaire collectif – Consultation préalable – Défaut – Trouble manifestement illicite Comité d'entreprise – Attributions économiques – Modification de l'horaire collectif – Information- consultation – Consultation du CHSCT inachevée – Trouble manifestement illicite | |
| Tribunal de grande instance de Metz (référé) 14 août 2012 | 786 |
| Note Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine..... | 787 |

EXPERTS

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Projet important – Expert – Détection de la toxicomanie chez les conducteurs – Projet patronal de test de dépistage par l'encadrement (première espèce) | |
| Première espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 1^{ère} ch.) 25 octobre 2010 | 35 |
| Note Cédric Porin , Avocat au Barreau de Marseille..... | 38 |
| Expertise – Risque grave – Contestation judiciaire de l'employeur – 1 ^o Caractère tardif de l'expédition de la lettre de mission par l'expert – Absence de délai légal – 2 ^o Moyens propres d'analyse fournis par l'entreprise – Caractère indifférent. | |
| Tribunal de grande instance de Paris (référé) 5 janvier 2012 | 283 |
| Expert – Désignation – Modalités – Employeur public ayant la qualité de pouvoir adjudicateur – Soumission du CHSCT aux règles de la commande publique (ord. 2005-649) (oui) – Activité relevant du décret 2005-1542 (non) | |
| Première espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 2^e ch.) 5 janvier 2012 | 603 |
| Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 décembre 2011 | 607 |
| Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise..... | 608 |

MOYENS DE FONCTIONNEMENT

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Formation des membres – Refus du congé par l'employeur – Refus exprimé hors délai – Effet | |
| Conseil de prud'hommes – Procédure au fond en la forme des référés – Congé de formation d'un représentant du personnel | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 février 2012 | 598 |
| Note Michel Favre-Picon , Secrétaire de l'Union régionale CGT Franche-Comté..... | 598 |

CONGÉS PARTICULIERS

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Contrat de travail – Exécution – Congé parental d'éducation – Expiration – Reprise d'emploi – Manquement de l'employeur – Trouble manifestement illicite – Condamnation sous astreinte à proposer un emploi similaire à celui occupé précédemment | |
| Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 2^e ch.) 12 janvier 2012 | 556 |
| CHSCT – Formation des membres – Refus du congé par l'employeur – Refus exprimé hors délai – Effet | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 février 2012 | 598 |
| Note Michel Favre-Picon , Secrétaire de l'Union régionale CGT Franche-Comté..... | 598 |

CONGÉS PAYÉS

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Fractionnement – Fermeture de l'entreprise – Condition – Avis des délégués du personnel – Forme | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 juin 2011 | 48 |
| Note Dominique Holle , DLAJ, Union départementale CGY du Puy-de-Dôme..... | 49 |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Temps de travail – Aménagement – Directive 2003/88/CE – Droit au congé annuel payé – Extinction du droit au congé annuel payé non pris pour cause de maladie à l'expiration du délai prévu par la réglementation nationale | |
| Cour de justice de l'Union européenne (Grande chambre) 22 novembre 2011 | 304 |
| Note Valérie Lacoste-Mary , Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux..... | 306 |

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Conditions d'ouverture de droits – Période de référence – Absence assimilée à du temps de travail effectif – Accident de trajet (oui) | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 juillet 2012 | 719 |
| Note Thierry Durand , Conseiller prud'homme..... | 720 |

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Protection des représentants du personnel – Mandat extérieur à l'entreprise – Information de l'employeur – Nécessité – À défaut, atteinte à la liberté d'entreprendre et à la liberté contractuelle | |
| Conseil constitutionnel, décision n° 2012-242 QPC, 14 mai 2012 | 621 |
| Note Pierre-Yves Gahdoun , Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP..... | 622 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Sources du droit – Rapport entre la convention collective et le contrat de travail – Temps de travail – Loi renforçant l'emprise de la convention sur le contrat – Motif d'intérêt général | |
| Conseil constitutionnel, décision n° 2012-649 DC, 15 mars 2012 | 623 |
| Note Pierre-Yves Gahdoun , Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP..... | 623 |

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Comité d'entreprise – Entreprises de plus de 300 salariés – Représentant syndical – Désignation – Condition – Pluralité d'élus – 1 ^o Égalité et liberté syndicale – Conformité (oui) – 2 ^o Application immédiate de la loi – Dispositions transitoires | |
| Conseil constitutionnel, décision n° 2012-216 QPC, 3 février 2012 | 673 |
| Note Pierre-Yves Gahdoun , Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP..... | 673 |

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Licenciement pour motif économique – Plan de sauvegarde de l'emploi – Nullité – Conséquence – Différence de traitement – Salariés de moins de 2 ans d'ancienneté – Caractère objectif et rationnel – Atteinte à l'égalité (non) | |
| Conseil constitutionnel, décision n° 2012-232 QPC, 13 avril 2012 | 674 |
| Note Pierre-Yves Gahdoun , Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP..... | 675 |

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Grève – Transport aérien – Loi du 19 mars 2012 – Instauration de préavis individuels avant la cessation et la reprise du travail – Champ d'application limité aux salariés exerçant personnellement certaines missions – Préservation de l'ordre public | |
| Conseil constitutionnel, décision n° 2012-650 DC, 15 mars 2012 | 676 |
| Note Pierre-Yves Gahdoun , Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP..... | 676 |

CONSEILS DE PRUD'HOMMES (voir aussi Tribunaux)

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Suspicion légitime – Renvoi – Demande verbale devant le bureau de jugement – Ordonnance d'irrecevabilité – Appel nullité – Nullité de l'ordonnance prud'homale – Renvoi devant la Cour d'appel (359 CPC) | |
| Cour d'appel de Rouen 12 avril 2011 | 62 |
| Note Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université Nancy-2..... | 62 |

COMPÉTENCE

Contrat de travail – Invention du salarié – Appropriation par l'employeur – Conditions – Direction – Existence d'une mission inventive – Recherche – Office du juge
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2011 50
 Note **Romain Marié**, Maître de conférences, Université Nancy-2, membre de l'équipe de recherches Droit et changement social, Université de Nantes..... 51

Doctrine : **Les pouvoirs du juge judiciaire dans le cas du licenciement d'un salarié protégé pour une inaptitude consécutive à des comportements fautifs de l'employeur – Les arrêts du 15 novembre 2011**, par **Paul Bouaziz et Isabelle Goulet**, Avocats au Barreau de Paris..... 243

Annexe : Protection des représentants du personnel – Autorisation administrative de licenciement – Licenciement pour inaptitude en lien avec un harcèlement moral – Contrôle du juge judiciaire – Indemnisation (oui) – Contestation de la validité de la rupture (non) (trois espèces)
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 248
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 248
Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 249

Hygiène et sécurité – Obligation de sécurité de résultat de l'employeur – Responsabilité contractuelle – Amiante – Préjudice économique (non) – Cessation anticipée d'activité (article 41 loi n° 98-1194) – Préjudice d'anxiété (oui) – Préjudice résultant du bouleversement dans les conditions d'existence (oui) – Prise en charge par l'AGS
 Conseil de prud'hommes – Compétence – Altération de la santé en lien avec le travail
Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 8^e ch.) 1^{er} décembre 2011..... 294
 Note **Arnaud Olivier**, Avocat au Barreau de Paris..... 298

Doctrine : **Salariés protégés, salariés exposés, salariés sacrifiés (réflexions sur trois décisions de la Cour de cassation du 15 novembre 2011)**, par **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail et **Sophie Geynet-Bourgeon**, Avocate au Barreau de Grenoble..... 329

Doctrine : **Le déplacement vers le Tribunal de grande instance de l'action syndicale au bénéfice des salariés**, par **Marianne Keller Lyon-Caen**, Maître de conférences honoraire, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne 471
 Annexe : Tribunaux – Compétence – Action syndicale devant le TGI – Nullité des accords d'entreprise – Respect du SMIC – Régularisation de la situation de l'ensemble des salariés

Tribunal de grande instance de Lille (1^{ère} ch.) 24 novembre 2011 499

Conseil de prud'hommes – Compétence – Remboursement d'avances faites par l'employeur
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 juillet 2012..... 719
 Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme..... 720

PROCÉDURE

Procédure prud'homale, par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine, co-auteur du Lamy Prud'hommes
 Assistance et représentation – Employeur constitué sous forme associative – Représentation par le directeur général – Assistance par un avocat – Recevabilité (oui)
Cour d'appel de Rouen 12 avril 2011..... 62

Doctrine : **La force probante du constat d'huissier après la loi n° 2010-1609 du 22 décembre 2010**, par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine 168

Procédure prud'homale, par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine, co-auteur du Lamy Prud'hommes
 Péréemption – Diligences ordonnées par la juridiction – Accomplissement partiel dans le délai de deux ans – Péréemption d'instance (oui)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2012 455
 Assistance et représentation – Cour d'appel – Délégué d'une organisation syndicale par ailleurs conseiller prud'homme – Impartialité de la juridiction (oui)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 janvier 2012..... 456

Bureau de conciliation

Pouvoirs (deux espèces) – Désignation de conseillers rapporteurs (première espèce) – Licenciement pour faute grave – Charge de preuve reposant sur l'employeur – Inversion du calendrier de communication des pièces (deuxième espèce)
Première espèce : Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 15 mai 2012 652
Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Lyon (Conciliation – Département) 29 mai 2012 654
 Note **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Annecy..... 654

Compétence – Contredit – Bureau de conciliation – Pouvoirs
Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 2^e ch.) 6 septembre 2012 721
 Note 724

Doctrine : **Exécution provisoire de plein droit : imparfaite résurrection d'une ordonnance de conciliation assassinée**, **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine 753
 Motif légitime d'absence (non) – Représentation par un avocat (oui) – Violation manifeste du principe du contradictoire (oui) – Caractéristiques des conséquences manifestement excessives (non) – Arrêt de l'exécution provisoire de droit (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 septembre 2012 756

Référé prud'homal

Contrat de travail – Manquement aux règles de sécurité – Réaction de l'employeur – Changement d'affectation – Caractère disciplinaire de la mesure (non) – Trouble manifestement illicite (non)
Cour de cassation (Ass. Plén.) 6 janvier 2012..... 362
 Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme..... 362

Doctrine : **Le juge prud'homal des référés, à saisir d'urgence !**, par **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme.. 533

Objet de la demande – Demande antérieurement rejetée par le bureau de conciliation – Recevabilité (oui)
Cour d'appel de Versailles (référé – 6^e ch.) 1^{er} mars 2011... 554
 Note **Pascal Rennes**, Directeur du Travail honoraire..... 554
 Contrat de travail – Exécution – Congé parental d'éducation – Expiration – Reprise d'emploi – Manquement de l'employeur – Trouble manifestement illicite – Condamnation sous astreinte à proposer un emploi similaire à celui occupé précédemment
 Conseil de prud'hommes – Référé – Trouble manifestement illicite – Obligation de faire – Proposition d'un poste conforme aux exigences légales – Astreinte provisoire
Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 2^e ch.) 12 janvier 2012.... 556

Conseil de prud'hommes – Procédure au fond en la forme des référés – Congé de formation d'un représentant du personnel
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 février 2012 598
 Note **Michel Favre-Picon**, Secrétaire de l'Union régionale CGT Franche-Comté 598

CONTRATS AIDÉS

Doctrines : **Effectif de l'entreprise (suite) : la Charte européenne des droits fondamentaux peut-elle avoir un effet direct ? (à propos d'un renvoi à la Cour de justice de l'Union européenne, Soc. 11 avril 2012, PBR)**, par **Marie-Laure Morin**, ancien Conseiller à la Cour de cassation..... **694**

Libertés et droits fondamentaux – Représentation des travailleurs – Effectivité – Contrats aidés – Exclusion du décompte des effectifs (art. L. 1111-3 CT) – Privation du bénéfice de représentation du personnel – Désignation d'un RSS – Compatibilité avec le droit communautaire – Question préjudicielle – Interprétation des actes pris par les institutions de l'Union – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Droit fondamental relatif à l'information et à la consultation des travailleurs (art. 27) – Opposabilité à une disposition législative nationale

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 avril 2012..... **704**

CONTRAT DE TRAVAIL (voir aussi Statuts particuliers)

DÉFINITION DU RAPPORT SALARIAL

Doctrines : **Lutter contre la désindustrialisation : la saga des Sodimédical**, par **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Anney..... **523**

Paiement des salaires – Identification du débiteur – Défaut de paiement par l'employeur nominal – Mise en cause de la société actionnaire – Qualité de co-employeur relevant des juges du fond – Mesure conservatoire en référé ordonnant le paiement solidaire des salaires

Troisième espèce : Cour d'appel de Reims (Ch. Soc. – Référé) 31 août 2011..... **531**

EXÉCUTION DU CONTRAT

Doctrines : **Système d'évaluation et critère comportementaux : vers une clarification**, par **Emmanuelle Boussard-Verrecchia**, Avocate au Barreau de Versailles et **Xavier Petrachi**, Délégué syndical central CGT Airbus..... **1**

Contrat de travail – Surveillance des salariés – Géolocalisation – Dispositif visant à contrôler le temps de travail – Champ excédant les normes informatiques et libertés – Action en justice de fédérations syndicales et d'un comité d'établissement – Interdiction de mise en service du dispositif (deuxième espèce)

Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Nanterre (2° ch.) 7 janvier 2011..... **36**

Note **Cédric Porin**, Avocat au Barreau de Marseille..... **38**

Rémunération variable – Dispositif d'évaluation – 1° Critères comportementaux – Licéité – Conditions – Relation directe avec une activité professionnelle identifiable – Exclusion des critères à connotation morale – Nécessité d'une appréciation objective exclusive de la sphère personnelle – 2° Rôle des IRP – Consultation du CHSCT (oui) – Consultation du CE (oui) – Caractère préalable de la mise en œuvre du dispositif (oui) – Syndicat professionnel – Action en justice – 1° Décision et représentation – Stipulations statutaires – 2° Recevabilité – Fonctionnement des IRP – Contestation d'une procédure d'évaluation

Cour d'appel de Toulouse (4° ch. sect. 1) 21 septembre 2011..... **39**

Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise..... **45**

Invention du salarié – Appropriation par l'employeur – Conditions – Direction – Existence d'une mission inventive – Recherche – Office du juge

Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2011..... **50**

Note **Romain Marié**, Maître de conférences, Université Nancy-2, membre de l'équipe de recherches Droit et changement social, Université de Nantes..... **51**

Dispositif de géolocalisation des véhicules – Contrôle du temps de travail – Licéité – Conditions – 1° Contrôle ne pouvant être effectué par un autre moyen – 2° Salarié disposant d'une liberté dans l'organisation du travail – Contrôle du temps (non) – 3° Conformité aux finalités déclarées à la CNIL et portées à la connaissance des salariés

Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 novembre 2011..... **153**

Note **Stéphanie Baradel et Pierre Masanovic**, Avocats au Barreau de Lyon..... **154**

Dispositif de dénonciation anonyme de salariés («alerte professionnelle») – Licéité – Conditions – 1° Consultation des IRP – Comité d'entreprise et CHSCT – 2° Champ du dispositif devant être circonscrit aux aspects comptables et financiers – Dispositif de filtrage et de destruction des dénonciations hors champ inexistant – Préservation de l'anonymat incitant à y recourir – Insuffisance de l'information des salariés susceptibles de faire l'objet d'une dénonciation

Cour d'appel de Caen (3° ch. sect. soc.) 23 septembre 2011..... **157**

Note **Paul Riandey**, Avocat au Barreau d'Orléans..... **159**

Demande de mutation géographique en raison de contraintes familiales – Refus de l'employeur – Licéité (non) – Raisons familiales impérieuses – Libre choix du domicile – Bonne foi contractuelle

Cour d'appel d'Aix-en-Provence (9° ch. C) 8 septembre 2011..... **227**

Note **Alexia Gardin**, Maître de conférences, Université de Lorraine..... **227**

Manquement aux règles de sécurité – Réaction de l'employeur – Changement d'affectation – Caractère disciplinaire de la mesure (non) – Trouble manifestement illicite (non)

Cour de cassation (Ass. Plén.) 6 janvier 2012..... **362**

Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme..... **362**

Doctrines : **Le forçage du consentement du salarié**, par **Muriel Fabre-Magnan**, Professeur, École de droit de la Sorbonne, Université de Paris-1 Panthéon-Sorbonne..... **459**

Clause de variation – Rémunération – Pouvoir de modification unilatéral – Licéité (non)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 octobre 2011..... **504**

Congé parental d'éducation – Expiration – Reprise d'emploi – Manquement de l'employeur – Trouble manifestement illicite – Condamnation sous astreinte à proposer un emploi similaire à celui occupé précédemment

Conseil de prud'hommes – Référé – Trouble manifestement illicite – Obligation de faire – Proposition d'un poste conforme aux exigences légales – Astreinte provisoire

Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 2° ch.) 12 janvier 2012..... **556**

Doctrines : **L'intensité de l'obligation de sécurité de l'employeur : un traitement aux effets mal assurés**, par **Sébastien Tournaux**, Professeur, Université des Antilles et de la Guyane..... **571**

Doctrines : **L'obligation de sécurité du salarié**, par **Christophe Radé**, Professeur, Faculté de droit de Bordeaux..... **578**

Sources du droit – Rapport entre la convention collective et le contrat de travail – Temps de travail – Loi renforçant l'emprise de la convention sur le contrat – Motif d'intérêt général

Conseil constitutionnel, décision n° 2012-649 DC, 15 mars 2012..... **623**

Note **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP 623

Lieu de travail – Déplacement international – Mobilité relevant du cadre habituel de son activité – Refus du salarié – Faute
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2012 655
 Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme 656

CLAUSES SPÉCIALES

Doctrine : **Sanction d'une clause de non-concurrence excessive : vers une évolution de la jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour de cassation ?**, par **Florence Canut**, Maître de conférences, Université Montpellier-III 12
 Annexe : Contrat de travail – Clause de non-concurrence – Validité – CCN des VRP – Limites du secteur attribué – Clause contractuelle plus restrictive pour le salarié – Nullité (oui)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 octobre 2011 19

Doctrine : **La fixation unilatérale des objectifs en matière de rémunération**, par **Paul Riandey**, Avocat au Barreau d'Orléans 159

Doctrine : **Le forçage du consentement du salarié**, par **Muriel Fabre-Magnan**, Professeur, École de droit de la Sorbonne, Université de Paris-1 Panthéon-Sorbonne 459

Clause de résidence – Non-respect – Licenciement – Validité de la clause – Liberté de choix du domicile – Atteinte – Justification et proportionnalité
Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2012 502
 Note **Alexia Gardin**, Maître de conférences, Université de Lorraine 502

Licenciement – Préavis – Dispense d'exécution – Effets – Modification des avantages (non) – Clause contractuelle – Caractère indifférent
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2012 667
 Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme 667

MODIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL

Renonciation – Accord exprès du salarié – 1° Absence d'opposition du salarié – Effet – 2° Défaut – Voie de fait – Conséquence – Faits fautifs ultérieurs imputables au salarié – Portée
Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 octobre 2011 444
 Note **Michel Desrues**, Défenseur syndical 444

Doctrine : **Le forçage du consentement du salarié**, par **Muriel Fabre-Magnan**, Professeur, École de droit de la Sorbonne, Université de Paris-1 Panthéon-Sorbonne 459

Travail le dimanche – Refus justifié du salarié (oui) – Licenciement sans cause réelle et sérieuse
Conseil de prud'hommes de Paris (Section Encadrement) 27 février 2012 510
 Note **Paul Bouaziz et Nicolas Collet-Thiry**, Avocats au Barreau de Paris 511

Sources du droit – Rapport entre la convention collective et le contrat de travail – Temps de travail – Loi renforçant l'emprise de la convention sur le contrat – Motif d'intérêt général

Conseil constitutionnel, décision n° 2012-649 DC, 15 mars 2012 623
 Note **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP 623

Modification des horaires de travail – Réduction de la part d'horaires de nuit – Perte de la majoration conventionnelle de rémunération – Modification du contrat (non) – Pouvoir de direction de l'employeur
Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mai 2012 659
 Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme 660

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS

Doctrine : **Sanction d'une clause de non-concurrence excessive : vers une évolution de la jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour de cassation ?**, par **Florence Canut**, Maître de conférences, Université Montpellier-III 12
 Annexe : Contrat de travail – Clause de non-concurrence – Validité – CCN des VRP – Limites du secteur attribué – Clause contractuelle plus restrictive pour le salarié – Nullité (oui)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 octobre 2011 19

Doctrine : **Les réactions de la négociation collective à la crise**, par **Isabel Odoul-Asorey**, Maître de conférences, Université Paris-Ouest, Nanterre-La Défense 90

Doctrine : **La négociation collective en temps de crise : l'exemple des accords Fiat**, par **Thomas Pasquier**, Maître de conférences, Université de Franche-Comté 112

Doctrine : **Le rôle des partenaires sociaux en matière de régulation de la pénibilité**, par **Franck Héas**, Maître de conférences, Université de Nantes 348

Doctrine : **Qui est habilité à négocier le protocole d'accord préélectoral ?**, par **Franck Petit**, Professeur, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, Doyen de la faculté de droit, d'économie et de gestion 356

Égalité de traitement – Conventions et accords collectifs – Avantages issus d'un accord collectif – Réservation à une catégorie du personnel – Justification par des raisons objectives et pertinentes
Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 mars 2012 504
 Note **Christophe Saltzmann**, Éleve avocat, Chargé d'enseignement, Universités de Paris-Ouest Nanterre-La Défense et Paris-1 Panthéon-Sorbonne 505

Période d'essai – Durée – Convention collective – Caractère raisonnable – Appréciation
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 janvier 2012 508
 Note **Leïla Bod**, Conseillère prud'homme 508

Transfert d'entreprise – Conditions – Changement de titulaire d'un marché de transport de personnes en zone aéroportuaire – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Convention collective applicable – Détermination – Activité principale de l'entreprise – Transports routiers (non) – Entreprises d'assistance en escale (oui) – Salariés licenciés sans mise en œuvre du transfert – Reprise de la procédure ordonnée sous astreinte
 Tribunaux – Action en justice – Application de la convention collective – Transfert conventionnel des contrats de travail – Recevabilité de l'action – Comité d'entreprise (non) – Syndicat professionnel (oui)

Première espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 2° ch.) 5 janvier 2012 603
 Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 608

Sources du droit – Rapport entre la convention collective et le contrat de travail – Temps de travail – Loi renforçant l'emprise de la convention sur le contrat – Motif d'intérêt général

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Conseil constitutionnel, décision n° 2012-649 DC, 15 mars 2012 | 623 |
| Note Pierre-Yves Gahdoun , Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP | 623 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Doctrine : Affiliation à un régime professionnel et discrimination à raison du sexe (à propos de Cass. Soc. 6 juin 2012, AGIRC) , par Marie-Thérèse Lanquetin , Chercheur, IREP, Université Paris-Ouest La Défense | 687 |
| Égalité de traitement – Discrimination à raison du sexe – Discrimination indirecte – Affiliation à un régime de retraite complémentaire – Justification – Comparaison avec des classifications voisines exclues (non) – Équilibre général du régime (non) | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juin 2012 | 692 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Principe d'égalité de traitement – Atteinte devant être justifiée par une raison objective dont le juge contrôle la réalité et la pertinence – Prime réservée aux salariés d'un établissement – Transfert du risque économique sur les salariés – Licéité (non) | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 juin 2012 | 724 |
| Note Isabelle Meyrat , Maître de conférences, Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP | 726 |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Doctrine : Droits de l'Homme et égalité entre organisations syndicales : où s'arrête la « liberté » d'appréciation du législateur ? (à propos du représentant syndical au CE) , par Marie-France Bied-Charreton , Avocate au Barreau de Paris | 745 |
| Comité d'entreprise – Représentant syndical – Désignation – Condition – Entreprises de plus de 300 salariés – Pluralité d'élus au CE (trois espèces) – Atteinte à la Convention européenne des droits de l'Homme (art. 11 et 14) (non) (première espèce) – Accord collectif – Abaissement du seuil du nombre d'élus (non) (deuxième espèce) – Saisine du juge – Nécessité (oui) (troisième espèce) | |
| Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 octobre 2012 | 750 |
| Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 octobre 2012 | 751 |
| Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 octobre 2012 | 751 |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Doctrine : La sanction pénale du droit conventionnel : mode d'emploi (à propos de Cass. Crim. 19 juin 2012, P+B) , par Florence Canut , Maître de conférences, Université Montpellier-III | 757 |
| Convention et accords collectifs – Convention collective de branche – Obligation de négociation dans l'entreprise avec les organisations syndicales en cas de modification de l'heure de fermeture d'un magasin – Non-respect de la convention par l'employeur – Sanctions pénales – Condition – Drogations à des dispositions législatives ou réglementaires (art. L. 2263-1 CT) – Caractère dérogatoire des dispositions conventionnelles (non) – Entrave à l'exercice du droit syndical (non) | |
| Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 juin 2012 | 761 |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Négociation annuelle obligatoire – Nature des informations préalables à fournir aux organisations syndicales – Salaires des cadres supérieurs décidés par la maison-mère à l'étranger – Obligations de communication | |
| Tribunal de grande instance de Paris (1^{ère} sect. – 4^e ch.) 29 mai 2012 | 789 |
| Note Jamila Mansour , Conseillère confédérale CGT | 792 |

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL (voir aussi Élections professionnelles)

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Congés payés – Fractionnement – Fermeture de l'entreprise – Condition – Avis des délégués du personnel – Forme | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 juin 2011 | 48 |
| Note Dominique Holle , DLAJ, Union départementale CGT du Puy-de-Dôme | 49 |

DÉLÉGUÉS SYNDICAUX (voir Syndicats professionnels)

DISCRIMINATIONS (voir aussi Égalité professionnelle)

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Discrimination – Licenciement disciplinaire – Inconsistance des reproches – Prise en compte de l'activité syndicale – Exercice du droit de grève – Nullité de la rupture – Réintégration | |
| Conseil de prud'hommes de Toulouse (Industrie – Département) 7 novembre 2011 | 230 |
| Note Leïla Bod , Conseillère prud'homme | 231 |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Discrimination – État de santé – Travailleur handicapé – Licenciement économique – Absence de recherche de reclassement en lien avec ses capacités – Nullité de la rupture – Réintégration | |
| Cour d'appel d'Orléans (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 | 287 |
| Note Philippe Rechoulet , Conseiller prud'homme Bordeaux | 290 |

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Discrimination – Charge de la preuve (directive 97/80) – Égalité de traitement (directive 2002/73) – Formation professionnelle – Accès à l'information du demandeur – Opposabilité des règles de confidentialité – Sauvegarde de l'effet utile | |
| Cour de justice de l'Union européenne 21 juillet 2011 ... | 307 |
| Note Philippe Martin , Chargé de recherches CNRS, COMPTRASEC Université Bordeaux IV | 307 |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Égalité de traitement – Discrimination liée à l'âge (directive 2000/78) – Mise à la retraite – Objectifs d'intérêt général – Structure d'âge équilibrée – Proportionnalité de la mesure – Appréciation – Office du juge national | |
| Cour de justice de l'Union européenne 21 juillet 2011 ... | 309 |
| Note Philippe Martin , Chargé de recherches CNRS, COMPTRASEC Université Bordeaux IV | 310 |

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Doctrine : Quand le racisme indignes les magistrats (à propos des affaires Hôtel Negresco et Casino Restauration) , par Maurice Cohen , Docteur en droit, Directeur de la Revue pratique de droit social | 324 |
| Première espèce : 1) Cour d'appel de Montpellier 9 décembre 2009 (extraits) | 325 |
| 2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 juin 2011 | 327 |
| Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2012 | 327 |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Doctrine : Emploi illégal des salariés étrangers : ambiguïté et insuffisance de la loi du 16 juin 2011 , par Hervé Guichaoua , Directeur du travail | 340 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Essai – Rupture – Motif discriminatoire – État de santé du salarié (deux espèces) – Octroi de dommages et intérêts (première espèce) – Nullité – Réintégration (deuxième espèce) | |
| Première espèce : Cour d'appel de Rouen (Ch. Soc.) 7 juin 2011 | 366 |
| Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Paris (Référé – Département) 13 juillet 2011 | 367 |
| Note Nathalie Bizot , Avocate au Barreau de Castres | 368 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Discrimination (directive 200/78) – Régime de retraite complémentaire – Bénéfice des prestations – Union de même sexe – Incidence | |
| Cour de justice de l'Union européenne 10 mai 2011 | 378 |
| Note Philippe Martin , Chargé de recherches CNRS, COMPTRASEC Université Bordeaux IV | 379 |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Discrimination – Discrimination à raison de l'origine – Embauche – Refus – Justification – Diplôme – Caractère pertinent (non) | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 décembre 2011 | 559 |
| Note Valérie Pontif , Docteur en droit privé, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IREP) | 559 |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Doctrine : Affiliation à un régime professionnel et discrimination à raison du sexe (à propos de Cass. Soc. 6 juin 2012, AGIRC) , par Marie-Thérèse Lanquetin , Chercheur, IREP, Université Paris-Ouest La Défense | 687 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

Égalité de traitement – Discrimination à raison du sexe – Discrimination indirecte – Affiliation à un régime de retraite complémentaire – Justification – Comparaison avec des classifications voisines exclues (non) – Équilibre général du régime (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juin 2012 692

DROIT COMPARÉ

Doctrine : **Les réactions du droit du travail à la crise**
Propos introductifs, par **Pascal Lokiec**, Professeur, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense et **Sophie Robin**, Professeur, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne 67
Éternelle crise, par **Antoine Lyon-Caen**, Professeur, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense 68
Les dangereuses évolutions du droit social dans une Europe en crise, par **Sylvaine Laulom**, Professeur, Université Jean-Monnet, Saint-Étienne, CERCRID (UMR 5137) 99
Le droit italien du travail à l'épreuve de la crise : entre « mesures tampon » et déréglementation à outrance, par **Sylvain Nadalet**, Maître de conférences, Université de Vérone 104
La négociation collective en temps de crise : l'exemple des accords Fiat, par **Thomas Pasquier**, Maître de conférences, Université de Franche-Comté 112
Se réformer pour mieux s'adapter ? Le droit du travail espagnol face à la crise économique, par **Adoración Guamán Hernández**, Profesora titular de derecho del trabajo, Universidad de València et **Olivier Leclerc**, Chargé de recherche, CNRS, Université de Lyon, CERCRID (UMR 5137), Université Jean-Monnet, Saint-Étienne 116
La flexibilité, réponse du Royaume-Uni à la crise, par **Hugh Collins**, London School of Economics 124
Le droit du travail allemand face à la « crise » : un « modèle » pour le droit français ?, par **Patrick Rémy**, Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne 133
L'impact de la crise économique sur la législation du travail : l'exemple des pays africains de la zone franc, par **Adrien Dioh**, Enseignant-chercheur, UFR de sciences politiques et juridiques, Université Gaston-Berger, Saint-Louis, Sénégal 142
Le droit des États-Unis et la crise, par **Paul Secunda**, Professeur, Marquette University 147
Conclusion, par **Marie-Ange Moreau**, Professeur, Institut d'études du travail de Lyon, Université Lyon-2 148

DROIT ADMINISTRATIF DU TRAVAIL (voir aussi Protection des représentants du personnel)

Droit administratif du travail – Décisions sélectionnées et commentées par **Manuela Grévy**, Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne
 Comité d'entreprise – Établissement distinct – Critères – Autonomie de gestion
Tribunal administratif de Versailles 6 juin 2011 512
 Protection des représentants du personnel – Licenciement – Procédure – Inspection du travail – Enquête contradictoire – Communication des documents – Droits de la défense
Conseil d'État 22 février 2011 514
 Protection des représentants du personnel – Licenciement – Autorisation – Référé-suspension
Tribunal administratif de Paris (Référé) 31 août 2010 516
 Protection des représentants du personnel – Mise à la retraite – Procédure – Consultation du comité d'entreprise – Information
Conseil d'État 26 octobre 2011 518
 Protection des représentants du personnel – Fonctionnaire – France Télécom – Mutation – Contrôle du juge
Conseil d'État 24 février 2011 519
Prise d'acte d'un représentant du personnel et refus antérieur d'autorisation administrative (Rapport sous Soc. 4 juillet 2012, Société Lahera Productions), par **Emmanuelle Wurtz**, Conseiller référendaire à la Cour de cassation 706

Protection des représentants du personnel – Prise d'acte de la rupture – Restriction d'aptitude – Poste non compatible – Décision antérieure de refus d'autorisation administrative de licenciement – Motivation – Caractère indifférent – Compétence judiciaire
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012 711
 Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme 712

DROIT DISCIPLINAIRE

Contrat de travail – Exécution – Manquement aux règles de sécurité – Réaction de l'employeur – Changement d'affectation – Caractère disciplinaire de la mesure (non) – Trouble manifestement illicite (non)
Cour de cassation (Ass. Plén.) 6 janvier 2012 362
 Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme 362
 Comité d'entreprise – Membres – Obligation de discrétion – Transmission d'une information déformée à la presse – Manquement (oui) – Sanction disciplinaire (oui)
 Discipline – Lettre de sanction – Signature – Qualité du signataire – Société par actions simplifiée – Direction – Délégation de pouvoir – Délégation écrite – Nécessité (non) – Caractère implicite
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 mars 2012 649
 Note **Claudy Ménard**, Formateur syndical 650
 Travailleurs étrangers – Travailleur en situation irrégulière – Rupture du contrat de travail – Irrégularité constituant une cause objective – Exclusion de principe des dispositions relatives au licenciement – Exception – Employeur se plaçant sur un terrain disciplinaire
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012 736
 Note **Michèle Bonnechère**, Professeur, Université Évy-Val d'Essonne 737

DROIT PENAL

Libertés et droits fondamentaux – Liberté d'expression – Syndicat professionnel – Limites – Sanctions – Licenciement (première espèce) – Condamnation pénale pour diffamation (deuxième espèce)
Première espèce : Cour européenne des droits de l'Homme (Grande Chambre) 12 septembre 2011 380
Deuxième espèce : Cour européenne des droits de l'Homme (5^e sect.) 6 octobre 2011 382
 Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux 383
 Faute inexcusable de l'employeur – Faute pénale non intentionnelle – Dissociation des deux fautes – Portée
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 15 mars 2012 616
 Relaxe de l'employeur – Autorité du pénal – Étendue – Relaxe – Accident du travail – Faute inexcusable de l'employeur – Faute en lien de causalité avec le dommage
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 16 février 2012 618
 Note **Frédéric Guiomard**, Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS) 619
 Doctrine : **La sanction pénale du droit conventionnel : mode d'emploi (à propos de Cass. Crim. 19 juin 2012, P+B)**, par **Florence Canut**, Maître de conférences, Université Montpellier-III 757
 Convention et accords collectifs – Convention collective de branche – Obligation de négociation dans l'entreprise avec les organisations syndicales en cas de modification de l'heure de fermeture d'un magasin – Non-respect de la convention par l'employeur – Sanctions pénales – Condition – Dérogations à des dispositions législatives ou réglementaires (art. L. 2263-1 CT) – Caractère dérogatoire des dispositions conventionnelles (non) – Entrave à l'exercice du droit syndical (non)
Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 juin 2012 753

DROIT SOCIAL EUROPÉEN ET INTERNATIONAL

Les réactions du droit du travail européen face à la crise, par **Ismaël Omarjee**, Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense, Co-directeur du Centre d'études juridiques européennes et comparées (CEJEC, EA 2320)..... **95**

Doctrines : **Le forfait en jours ou les épices du pluralisme**, par **Antoine Lyon-Caen**, Professeur, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense, Directeur d'études, EHESS..... **171**

Doctrines : **Revisiter le droit positif par l'ajustement au droit européen ?**, par **Michèle Bonnechère**, Professeur, Université Evry-Val d'Essonne..... **175**

Doctrines : **Réquisition des grévistes : recommandation musclée de l'OIT**, par **Anne Braun**, Conseillère confédérale DLAJ, Docteur en droit..... **250**

Temps de travail – Aménagement - Directive 2003/88/CE – Droit au congé annuel payé – Extinction du droit au congé annuel payé non pris pour cause de maladie à l'expiration du délai prévu par la réglementation nationale

Cour de justice de l'Union européenne (Grande chambre) 22 novembre 2011..... **304**

Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux..... **306**

Discrimination – Charge de la preuve (directive 97/80) – Égalité de traitement (directive 2002/73) – Formation professionnelle – Accès à l'information du demandeur – Opposabilité des règles de confidentialité – Sauvegarde de l'effet utile

Cour de justice de l'Union européenne 21 juillet 2011 ... **307**

Note **Philippe Martin**, Chargé de recherches CNRS, COMPTRASEC Université Bordeaux IV..... **307**

Égalité de traitement – Discrimination liée à l'âge (directive 2000/78) – Mise à la retraite – Objectifs d'intérêt général – Structure d'âge équilibrée – Proportionnalité de la mesure – Appréciation – Office du juge national

Cour de justice de l'Union européenne 21 juillet 2011 ... **309**

Note **Philippe Martin**, Chargé de recherches CNRS, COMPTRASEC Université Bordeaux IV..... **310**

Discrimination (directive 200/78) – Régime de retraite complémentaire – Bénéfice des prestations – Union de même sexe – Incidence

Cour de justice de l'Union européenne 10 mai 2011..... **378**

Note **Philippe Martin**, Chargé de recherches CNRS, COMPTRASEC Université Bordeaux IV..... **379**

Libertés et droits fondamentaux – Liberté d'expression – Syndicat professionnel – Limites – Sanctions – Licenciement (première espèce) – Condamnation pénale pour diffamation (deuxième espèce)

Première espèce : Cour européenne des droits de l'Homme (Grande Chambre) 12 septembre 2011..... **380**

Deuxième espèce : Cour européenne des droits de l'Homme (5^e sect.) 6 octobre 2011..... **382**

Note **Valérie Lacoste-Mary**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux..... **383**

Doctrines : **Le droit européen des restructurations**, par **Sylvaine Laulom**, Professeur, Université Jean-Monnet, Saint-Étienne, CERCRIID (UMR 5137)..... **420**

Doctrines : **Affiliation à un régime professionnel et discrimination à raison du sexe (à propos de Cass. Soc. 6 juin 2012, AGIRC)**, par **Marie-Thérèse Lanquetin**, Chercheur, IREPP, Université Paris-Ouest La Défense..... **687**

Égalité de traitement – Discrimination à raison du sexe – Discrimination indirecte – Affiliation à un régime de retraite complémentaire – Justification – Comparaison avec des

classifications voisines exclues (non) – Équilibre général du régime (non)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juin 2012..... **692**

Effectif de l'entreprise (suite) : la Charte européenne des droits fondamentaux peut-elle avoir un effet direct ? (à propos d'un renvoi à la Cour de justice de l'Union européenne, Soc. 11 avril 2012, PBR), par **Marie-Laure Morin**, ancien Conseiller à la Cour de cassation..... **694**

Libertés et droits fondamentaux – Représentation des travailleurs – Effectivité – Contrats aidés – Exclusion du décompte des effectifs (art. L. 1111-3 CT) – Privation du bénéfice de représentation du personnel – Compatibilité avec le droit communautaire – Question préjudicielle – Interprétation des actes pris par les institutions de l'Union – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Droit fondamental relatif à l'information et à la consultation des travailleurs (art. 27) – Opposabilité à une disposition législative nationale

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 avril 2012..... **704**

Doctrines : **Droits de l'Homme et égalité entre organisations syndicales : où s'arrête la « liberté » d'appréciation du législateur ? (à propos du représentant syndical au CE)**, par **Marie-France Bied-Charreton**, Avocate au Barreau de Paris..... **745**

Comité d'entreprise – Représentant syndical – Désignation – Condition – Entreprises de plus de 300 salariés – Pluralité d'élus au CE (trois espèces) – Atteinte à la Convention européenne des droits de l'Homme (art. 11 et 14) (non) (première espèce) – Accord collectif – Abaissement du seuil du nombre d'élus (non) (deuxième espèce) – Saisine du juge – Nécessité (oui) (troisième espèce)

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)

24 octobre 2012..... **750**

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)

24 octobre 2012..... **751**

Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)

24 octobre 2012..... **751**

DURÉE DU TRAVAIL (voir Temps de travail)

ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE (voir aussi Discriminations)

Discrimination – Charge de la preuve (directive 97/80) – Égalité de traitement (directive 2002/73) – Formation professionnelle – Accès à l'information du demandeur – Opposabilité des règles de confidentialité – Sauvegarde de l'effet utile

Cour de justice de l'Union européenne 21 juillet 2011 ... **307**

Note **Philippe Martin**, Chargé de recherches CNRS, COMPTRASEC Université Bordeaux IV..... **307**

Conventions et accords collectifs – Avantages issus d'un accord collectif – Réserve à une catégorie du personnel – Justification par des raisons objectives et pertinentes

Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 mars 2012..... **504**

Note **Christophe Saltzman**, Élève avocat, Chargé d'enseignement, Universités de Paris-Ouest Nanterre-La Défense et Paris-1 Panthéon-Sorbonne..... **505**

Attributions économiques – Examen annuel des comptes – Expert-comptable – Mission – 1^o Étude des charges du personnel et du système de rémunérations – Communication des éléments au format électronique – 2^o Analyse de la situation comparée des hommes et des femmes au sein de l'entreprise – Conditions

Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 janvier 2012..... **646**

Note **Christophe Baumgarten**, Avocat au Barreau de Bobigny..... **647**

Licenciement pour motif économique – Plan de sauvegarde de l'emploi – Nullité – Conséquence – Différence de traitement – Salariés de moins de 2 ans d'ancienneté – Caractère objectif et rationnel – Atteinte à l'égalité (non)

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Conseil constitutionnel, décision n° 2012-232 QPC 13 avril 2012 | 674 |
| Note Pierre-Yves Gahdoun , Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP..... | 675 |

Principe d'égalité de traitement – Atteinte devant être justifiée par une raison objective dont le juge contrôle la réalité et la pertinence – Prime réservée aux salariés d'un établissement – Transfert du risque économique sur les salariés – Licéité (non)

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 juin 2012 | 724 |
| Note Isabelle Meyrat , Maître de conférences, Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP..... | 726 |

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

CADRE DE L'ÉLECTION

Comité d'entreprise – Établissement distinct – Critères – Autonomie de gestion

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Tribunal administratif de Versailles 6 juin 2011 Note Manuela Grévy , Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne..... | 512 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|

EFFECTIFS

Doctrine : **Effectif de l'entreprise (suite) : la Charte européenne des droits fondamentaux peut-elle avoir un effet direct ? (à propos d'un renvoi à la Cour de justice de l'Union européenne, Soc. 11 avril 2012, PBR)**, par **Marie-Laure Morin**, ancien Conseiller à la Cour de cassation.....

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| | 694 |
| Libertés et droits fondamentaux – Représentation des travailleurs – Effectivité – Contrats aidés – Exclusion du décompte des effectifs (art. L. 1111-3 CT) – Privation du bénéfice de représentation du personnel – Compatibilité avec le droit communautaire – Question préjudicielle – Interprétation des actes pris par les institutions de l'Union – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Droit fondamental relatif à l'information et à la consultation des travailleurs (art. 27) – Opposabilité à une disposition législative nationale | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 avril 2012 | 704 |

ÉLECTORAT – ÉLIGIBILITÉ

Doctrine : **De l'application du principe de spécialité catégorielle dans les élections professionnelles**, par **Christophe Saltzmann**, Élève avocat, Chargé d'enseignement, Universités de Paris-Ouest Nanterre-La Défense et Paris-1 Panthéon-Sorbonne.....

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| | 27 |
| Annexe : Elections professionnelles – Syndicat catégoriel (deux espèces) – Présentation des candidats – Statuts – Portée (première espèce) – Représentativité – Syndicat catégoriel autonome – Mesure de l'audience (deuxième espèce) | |
| Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2011 | 32 |
| Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2011 | 33 |

Travailleurs mis à disposition – Délégation unique du personnel – Inéligibilité

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Tribunal d'instance de Paris (1^{er} arrdt.) 2 février 2012 | 660 |
| Note Thierry Durand , Conseiller prud'homme..... | 661 |

PROTOCOLE PRÉ-ÉLECTORAL - MODALITÉS

Négociation – Convocation – Choix dans la date manifestant une attitude déloyale de l'employeur – Annulation des élections

| | |
|-------------------------------------------------------------|-----------|
| Tribunal d'instance de Sélestat 8 juillet 2011 | 54 |
| Note Gilbert Jacquemet , Défenseur syndical..... | 55 |

Doctrine : **Qui est habilité à négocier le protocole d'accord préélectoral ?**, par **Franck Petit**, Professeur, Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, Doyen de la faculté de droit, d'économie et de gestion.....

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| | 356 |
| Double majorité – Organisations signataires – Audience électorale mesurée sur les résultats des élections précédentes | |

| | |
|-----------------------------------------------------------------|------------|
| – Seuil de 50 % non atteint – Annulation du protocole | |
| Tribunal d'instance de Villejuif 25 novembre 2011 | 446 |
| Note Pascal Rennes , Directeur du Travail honoraire..... | 448 |

EMBAUCHE ET ESSAI

Doctrine : **Quand le racisme indignes les magistrats (à propos des affaires *Hôtel Negresco* et *Casino Restauration*)**, par **Maurice Cohen**, Docteur en droit, Directeur de la *Revue pratique de droit social*.....

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| | 324 |
| Agressions physiques et verbales répétées émanant d'autres salariés – Affichage d'un tract raciste – Complicité passive de la direction – Manquement aux art. 1134 et 1147 C. civ. (première espèce) – Discrimination à l'embauche (deuxième espèce). | |
| Première espèce : 1) Cour d'appel de Montpellier 9 décembre 2009 (extraits) | 325 |
| 2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 juin 2011 | 327 |
| Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2012 | 327 |

Période d'essai – Rupture – Motif discriminatoire – État de santé du salarié (deux espèces) – Octroi de dommages et intérêts (première espèce) – Nullité – Réintégration (deuxième espèce)

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Première espèce : Cour d'appel de Rouen (Ch. Soc.) 7 juin 2011 | 366 |
| Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Paris (Référé – Départage) 13 juillet 2011 | 367 |
| Note Nathalie Bizot , Avocate au Barreau de Castres..... | 368 |

Période d'essai – Durée – Convention collective – Caractère raisonnable – Appréciation

| | |
|-----------------------------------------------------------|------------|
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 janvier 2012 | 508 |
| Note Leïla Bod , Conseillère prud'homme..... | 508 |

Discrimination – Discrimination à raison de l'origine – Embauche – Refus – Justification – Diplôme – Caractère pertinent (non)

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 décembre 2011 | 559 |
| Note Valérie Pontif , Docteur en droit privé, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP)..... | 559 |

EMPLOI (voir aussi Licenciement pour motif économique)

Doctrine : **Protection et efficacité économique : un couple dans la crise**, par **Elsa Peskine** et **Jérôme Porta**, Maîtres de conférences, université Paris-Ouest Nanterre-La Défense, **Tatiana Sachs**, Maître de conférences, Université Nancy-II, **Cyril Wolmark**, Professeur, Université Lyon-2.....

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| | 69 |
| Doctrine : Les résistances du droit du travail français face à la crise , par Emmanuel Dockès , Professeur, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense et Alexandre Fabre , Maître de conférences, Institut du travail, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne..... | 78 |

Doctrine : **Se réformer pour mieux s'adapter ? Le droit du travail espagnol face à la crise économique**, par **Adoración Guamán Hernández**, Profesora titular de derecho del trabajo, Universidad de Valencia et **Olivier Leclerc**, Chargé de recherche, CNRS, Université de Lyon, CERCRID (UMR 5137), Université Jean-Monnet, Saint-Étienne.....

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| | 116 |
| Doctrine : La flexibilité, réponse du Royaume-Uni à la crise , par Hugh Collins , London School of Economics..... | 124 |

EMPLOYEUR (voir Contrat de travail – Définition du rapport salarial ; voir Transfert d'entreprise)

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Hygiène et sécurité – Obligation de sécurité de résultat de l'employeur – Responsabilité contractuelle – Amiante –

Préjudice économique (non) – Cessation anticipée d'activité (article 41 loi n° 98-1194) – Préjudice d'anxiété (oui) – Préjudice résultant du bouleversement dans les conditions d'existence (oui) – Prise en charge par l'AGS
Conseil de prud'hommes – Compétence – Altération de la santé en lien avec le travail

Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 8^e ch.) 1^{er} décembre 2011..... 294
Note **Arnaud Olivier**, Avocat au Barreau de Paris..... 298

Licenciement pour motif économique et responsabilité des groupes de sociétés, par **Pierre-François Legrand**, Doctorant, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne 433

Doctrine : **Lutter contre la désindustrialisation : la saga des Sodimédical**, par **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Annecy 523

Annexe : Entreprise en difficulté – Cessation de paiement – Demande du débiteur d'être placé en liquidation judiciaire – Conditions non réunies – Caractère artificiel du passif échu – Dette intra-groupe – Défaut d'autonomie de la société par rapport au groupe – Rejet de la demande de liquidation judiciaire
Première espèce : Cour d'appel de Reims (Ch. Civ.) 14 mars 2011 528

Entreprise en difficulté – Cessation de paiement – Demande de mise en liquidation par un tiers – Absence d'autonomie de la société par rapport au groupe – Preuve de cessation de paiement non rapportée – Refus de paiement des dettes par une société in bonis – Rejet de la demande de liquidation
Deuxième espèce : Cour d'appel de Reims (Ch. Civ.) 25 octobre 2011..... 530

Contrat de travail – Paiement des salaires – Identification du débiteur – Défaut de paiement par l'employeur nominal – Mise en cause de la société actionnaire – Qualité de co-employeur relevant des juges du fond – Mesure conservatoire en référé ordonnant le paiement solidaire des salaires

Troisième espèce : Cour d'appel de Reims (Ch. Soc. – Référé) 31 août 2011..... 531

ENTREPRISES PUBLIQUES

CHSCT – Expert – Désignation – Modalités – Employeur public ayant la qualité de pouvoir adjudicateur (ord. 2005-649) – Soumission du CHSCT aux règles de la commande publique (oui) – Activité relevant du décret 2005-1542 (non)
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 décembre 2011..... 607
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise,..... 608

ESSAI (voir Embauche et Essai)

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

Expert – Désignation – Modalités – Employeur public ayant la qualité de pouvoir adjudicateur – Hôpital public – Soumission du CHSCT aux règles de la commande publique (ord. 2005-649) (oui) – Activité relevant du décret 2005-1542 (non)

Première espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 2^e ch.) 5 janvier 2012..... 603

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 décembre 2011..... 607
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise,..... 608

Doctrine : **Les tâches afférentes aux examens universitaires : tout travail mérite salaire**, par **Mireille Poirier**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV 636

FORMATION PROFESSIONNELLE

Discrimination – Charge de la preuve (directive 97/80) – Égalité de traitement (directive 2002/73) – Formation professionnelle – Accès à l'information du demandeur – Opposabilité des règles de confidentialité – Sauvegarde de l'effet utile
Cour de justice de l'Union européenne 21 juillet 2011 307
Note **Philippe Martin**, Chargé de recherches CNRS,

COMPTRASEC Université Bordeaux IV 307

GRÈVE

DÉCLENCHEMENT

Service public – Dépôt d'un préavis – Mouvement de grève interrompu puis repris durant un même préavis – Licéité (oui)
Cour d'appel de Bordeaux (4^e ch. civ. – sect. A) 3 mai 2011..... 232
Note **Anaïs Ferrer**, Conseillère confédérale, DLAJ 234

Services publics – 1^o Préavis de grève – Dépôt simultané – Identité des motifs – Manquement à l'obligation de négocier (non) – 2^o Formalité de dépôt du préavis – Envoi en dehors des horaires de bureau – Licéité (oui)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 janvier 2012..... 563
Note **Anaïs Ferrer**, Conseillère confédérale, DLAJ 564

Grève – Transport aérien – Loi du 19 mars 2012 – Instauration de préavis individuels avant la cessation et la reprise du travail – Champ d'application limité aux salariés exerçant personnellement certaines missions – Préservation de l'ordre public
Conseil constitutionnel, décision n° 2012-650 DC, 15 mars 2012, Loi relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises de transport aérien de passagers et à diverses dispositions dans le domaine des transports 676
Note **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP 676

PROTECTION

Discrimination – Licenciement disciplinaire – Inconsistance des reproches – Prise en compte de l'activité syndicale – Exercice du droit de grève – Nullité de la rupture – Réintégration
Conseil de prud'hommes de Toulouse (Industrie – Département) 7 novembre 2011 230
Note **Leïla Bod**, Conseillère prud'homme 231

Licenciement – Faute lourde du salarié – Appréciation – Immobilisation de véhicules – Entraves à la liberté du travail (non) (deux espèces)
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mai 2012..... 562
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 février 2012 562

RÉQUISITION – SERVICE MINIMUM

Doctrine : **Réquisition des grévistes : recommandation musclée de l'OIT**, par **Anne Braun**, Conseillère confédérale DLAJ, Docteur en droit 250

HARCÈLEMENT MORAL (voir aussi CHSCT)

Éléments faisant présumer l'existence d'un harcèlement – Témoignages et certificats médicaux – Portée – Preuve contraire à charge de l'employeur
Cour d'appel de Versailles (19^e ch.) 28 novembre 2011 .. 291
Note **Paul Bouaziz**, Avocat au Barreau de Paris et **Émilie Million-Rousseau**, Docteur en droit 293

Doctrine : **Quand le racisme indigné les magistrats (à propos des affaires Hôtel Negresco et Casino Restauration)**, par **Maurice Cohen**, Docteur en droit, Directeur de la Revue pratique de droit social 324
Agressions physiques et verbales répétées émanant d'autres salariés – Affichage d'un tract raciste – Complicité passive de la direction – Manquement aux art. 1134 et 1147 C. civ. (première espèce) – Discrimination à l'embauche (deuxième espèce).
Première espèce : 1) Cour d'appel de Montpellier 9 décembre 2009 (extraits)..... 325

2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 juin 2011..... 327
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.)
18 janvier 2012..... 327

Preuve – Aménagement de la preuve (art. L. 1154-1) – Application – Salarié accusé de harcèlement – Litige avec l'employeur
Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 février 2012..... 370
 Note **Patrice Adam**, Maître de conférences en droit privé, Université de Lorraine..... 371

Contrat de travail – Harcèlement – Indemnisation – Préjudice – Actes de harcèlement (art. L. 1152-1) – Manquements à l'obligation de prévention (art. L. 1152-4) – Caractère distinct Protection des représentants du personnel – Autorisation administrative de licenciement – Licenciement pour inaptitude en lien avec un harcèlement moral – Office du juge judiciaire – Indemnisation du harcèlement (oui) – Contrôle de la validité de la rupture (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juin 2012..... 657
 Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme..... 658

HEURES SUPPLÉMENTAIRES (voir Temps de travail)

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ (voir aussi Santé au travail)

Doctrine : **Le mystérieux salarié qui apporte son « aide à l'employeur pour la gestion de la santé et de la sécurité au travail »**, par **Thomas Kapp**, Directeur adjoint du travail..... 253

Obligation de sécurité de résultat de l'employeur – Responsabilité contractuelle – Amiante – Préjudice économique (non) – Cessation anticipée d'activité (article 41 loi n° 98-1194) – Préjudice d'anxiété (oui) – Préjudice résultant du bouleversement dans les conditions d'existence (oui) – Prise en charge par l'AGS
 Conseil de prud'hommes – Compétence – Altération de la santé en lien avec le travail
Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 8^e ch.) 1^{er} décembre 2011.. 294
 Note **Arnaud Olivier**, Avocat au Barreau de Paris..... 298

Contrat de travail – Exécution – Manquement aux règles de sécurité – Réaction de l'employeur – Changement d'affectation – Caractère disciplinaire de la mesure (non) – Trouble manifestement illicite (non)
Cour de cassation (Ass. Plén.) 6 janvier 2012..... 362
 Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme..... 362

Doctrine : **Les acteurs de la santé et de la sécurité au travail, Rôle d'aujourd'hui et de demain**, Colloque de l'Institut du travail de Bordeaux, 16 mars 2012
L'intensité de l'obligation de sécurité de l'employeur : un traitement aux effets mal assurés, par **Sébastien Tournaux**, Professeur, Université des Antilles et de la Guyane.. 571
L'obligation de sécurité du salarié, par **Christophe Radé**, Professeur, Faculté de droit de Bordeaux..... 578
Le CHSCT : une institution en attente de réforme ?, par **Alexandre Charbonneau**, Maître de conférences, Université de Bordeaux-I..... 583
Le référé sur la santé-sécurité : l'espoir de demain, par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine..... 590

INAPTITUDE

Doctrine : **Les pouvoirs du juge judiciaire dans le cas du licenciement d'un salarié protégé pour une inaptitude consécutive à des comportements fautifs de l'employeur – Les arrêts du 15 novembre 2011**, par **Paul Bouaziz** et **Isabelle Goulet**, Avocats au Barreau de Paris..... 243

Annexe : Protection des représentants du personnel – Autorisation administrative de licenciement – Licenciement pour inaptitude en lien avec un harcèlement moral – Contrôle du juge judiciaire – Indemnisation (oui) – Contestation de la validité de la rupture (non) (trois espèces)
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011..... 248
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011..... 248
Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011..... 249

Doctrine : **Salariés protégés, salariés exposés, salariés sacrifiés (réflexions sur trois décisions de la Cour de cassation du 15 novembre 2011)**, par **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail et **Sophie Geynet-Bourgeon**, Avocate au Barreau de Grenoble..... 329

INFORMATIQUE ET LIBERTÉS – NTIC

1^o Composition – Remplacement d'un membre en cours de mandat – 2^o Réunions – Recours à la visioconférence – Conditions – Accord des membres – Absence de vote à bulletin secret
Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 octobre 2011..... 151
 Note **Claudy Ménard**, Formateur syndical..... 151

Contrat de travail – Exécution – Dispositif de dénonciation anonyme de salariés (« alerte professionnelle ») – Licéité – Conditions – 1^o Consultation des IRP – Comité d'entreprise et CHSCT – 2^o Champ du dispositif devant être circonscrit aux aspects comptables et financiers – Dispositif de filtrage et de destruction des dénonciations hors champ inexistant – Préservation de l'anonymat incitant à y recourir – Insuffisance de l'information des salariés susceptibles de faire l'objet d'une dénonciation
Cour d'appel de Caen (3^e ch. – sect. soc.) 23 septembre 2011..... 157
 Note **Paul Riandey**, Avocat au Barreau d'Orléans..... 159

Protection des représentants du personnel – Mission – Exercice – Moyens matériels – Contrôle et surveillance des salariés – Limites – Informatique et libertés (loi du 6 janvier 1978) – Traitement automatisé d'informations nominatives – Confidentialité
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 avril 2012..... 805
 Note **Michel Estevez**, Conseiller prud'homme, Metz..... 806

INTÉRESSEMENT (voir Salaires – Rémunérations)

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX (voir aussi Grève ; voir aussi Discriminations)

Doctrine : **Système d'évaluation et critères comportementaux : vers une clarification**, par **Emmanuelle Boussard-Verrecchia**, Avocate au Barreau de Versailles et **Xavier Petrachi**, Délégué syndical central CGT Airbus 1

CHSCT – Projet important – Expert – Détection de la toxicomanie chez les conducteurs – Projet patronal de test de dépistage par l'encadrement (première espèce)
 Contrat de travail – Surveillance des salariés – Géolocalisation – Dispositif visant à contrôler le temps de travail – Champ excédant les normes informatiques et libertés – Action en justice de fédérations syndicales et d'un comité d'établissement – Interdiction de mise en service du dispositif (deuxième espèce)
Première espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 1^{ère} ch.) 25 octobre 2010..... 35
Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Nanterre (2^e ch.) 7 janvier 2011..... 36
 Note **Cédric Porin**, Avocat au Barreau de Marseille..... 38

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Contrat de travail – Rémunération variable – Dispositif d'évaluation – 1° Critères comportementaux – Licéité – Conditions – Relation directe avec une activité professionnelle identifiable – Exclusion des critères à connotation morale – Nécessité d'une appréciation objective exclusive de la sphère personnelle – 2° Rôle des IRP – Consultation du CHSCT (oui) – Consultation du CE (oui) – Caractère préalable de la mise en œuvre du dispositif (oui) | |
| Syndicat professionnel – Action en justice – 1° Décision et représentation – Stipulations statutaires – 2° Recevabilité – Fonctionnement des IRP – Contestation d'une procédure d'évaluation | |
| Cour d'appel de Toulouse (4^e ch. sect. 1) 21 septembre 2011 | 39 |
| Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise,..... | 45 |
| Contrat de travail – Exécution – Dispositif de géolocalisation des véhicules – Contrôle du temps de travail – Licéité – Conditions – 1° Contrôle ne pouvant être effectué par un autre moyen – 2° Salarié disposant d'une liberté dans l'organisation du travail – Contrôle du temps (non) – 3° Conformité aux finalités déclarées à la CNIL et portées à la connaissance des salariés | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 novembre 2011 | 153 |
| Note Stéphanie Baradel et Pierre Masanovic , Avocats au Barreau de Lyon..... | 154 |
| Contrat de travail – Exécution – Dispositif de dénonciation anonyme de salariés (« alerte professionnelle ») – Licéité – Conditions – 1° Consultation des IRP – Comité d'entreprise et CHSCT – 2° Champ du dispositif devant être circonscrit aux aspects comptables et financiers – Dispositif de filtrage et de destruction des dénonciations hors champ inexistant – Préservation de l'anonymat incitant à y recourir – Insuffisance de l'information des salariés susceptibles de faire l'objet d'une dénonciation | |
| Cour d'appel de Caen (3^e ch. – sect. soc.) 23 septembre 2011 | 157 |
| Note Paul Riandey , Avocat au Barreau d'Orléans..... | 159 |
| Doctrine : Revisiter le droit positif par l'ajustement au droit européen ? , par Michèle Bonnechère , Professeur, Université Evry-Val d'Essonne..... | 175 |
| Contrat de travail – Exécution – Demande de mutation géographique en raison de contraintes familiales – Refus de l'employeur – Licéité (non) – Raisons familiales impérieuses – Libre choix du domicile – Bonne foi contractuelle | |
| Cour d'appel d'Aix-en-Provence (9^e ch. C) 8 septembre 2011 | 227 |
| Note Alexia Gardin , Maître de conférences, Université de Lorraine..... | 227 |
| Libertés et droits fondamentaux – Liberté d'expression – Syndicat professionnel – Limites – Sanctions – Licenciement (première espèce) – Condamnation pénale pour diffamation (deuxième espèce) | |
| Première espèce : Cour européenne des droits de l'Homme (Grande Chambre) 12 septembre 2011 | 380 |
| Deuxième espèce : Cour européenne des droits de l'Homme (5^e sect.) 6 octobre 2011 | 382 |
| Note Valérie Lacoste-Mary , Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux..... | 383 |
| Action en justice – Représailles de l'employeur – Rupture du contrat de travail – Nullité – Réintégration | |
| Cour d'appel de Versailles (6^e ch.) 7 février 2012 | 448 |
| Note Mireille Poirier , Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV..... | 450 |
| Doctrine : Le forçage du consentement du salarié , par Muriel Fabre-Magnan , Professeur, École de droit de la Sorbonne, Université de Paris-1 Panthéon-Sorbonne..... | 459 |
| Contrat de travail – Clause de résidence – Non-respect – Licenciement – Validité de la clause – Liberté de choix du domicile – Atteinte – Justification et proportionnalité | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2012 | 502 |
| Note Alexia Gardin , Maître de conférences, Université de Lorraine..... | 502 |
| Doctrine : Effectif de l'entreprise (suite) : la Charte européenne des droits fondamentaux peut-elle avoir un effet direct ? (à propos d'un renvoi à la Cour de justice de l'Union européenne, Soc. 11 avril 2012, PBR) , par Marie-Laure Morin , ancien Conseiller à la Cour de cassation..... | 694 |
| Libertés et droits fondamentaux – Représentation des travailleurs – Effectivité – Contrats aidés – Exclusion du décompte des effectifs (art. L. 1111-3 CT) – Privation du bénéfice de représentation du personnel – Compatibilité avec le droit communautaire – Question préjudicielle – Interprétation des actes pris par les institutions de l'Union – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Droit fondamental relatif à l'information et à la consultation des travailleurs (art. 27) – Opposabilité à une disposition législative nationale | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 avril 2012 | 704 |
| Temps de travail – Charge de travail excessive – Défaut d'enregistrement des horaires de travail – 1° Paiement des heures supplémentaires – 2° Suicide – Indemnisation des ayants droit – Chefs de préjudice – Atteintes à la vie privée et familiale – compétence prud'homale | |
| Conseil de prud'hommes de Versailles (Industrie – Département) 15 mai 2012 | 727 |
| Note Paul Cao , Avocat au Barreau d'Angers..... | 731 |
| Licenciement pour motif personnel – Atteinte au droit à la protection de la santé (al. 11 du Préambule de la Constitution) – Nullité de la rupture – Réintégration – Indemnisation – Droit aux salaires perdus sans déduction des revenus perçus pendant la période entre l'éviction et le jugement – Non-cumul avec les indemnités de rupture | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2012 | 802 |
| Note Michèle Bonnechère , Professeur, Université Evry-Val d'Essonne..... | 803 |
| LICENCIEMENTS DES SALARIÉS PROTÉGÉS (voir Protection des représentants du personnel) | |
| LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE | |
| Doctrine : Quelques souvenirs sur les conditions dans lesquelles la jurisprudence sur les licenciements économiques s'est édifiée , par Philippe Waquet , Doyen honoraire à la Cour de cassation..... | 86 |
| Employeur – Comptes sociaux – Dépôt obligatoire au greffe – Défaut – Action du salarié devant le Tribunal de commerce | |
| Cour de cassation (Ch. Com.) 3 avril 2012 | 599 |
| MOTIFS | |
| Arrêt Vivéo : la position de la CGT..... | 278 |
| Doctrine : À propos de l'arrêt Vivéo : faisons un rêve , par Michel Henry , Avocat au Barreau de Paris..... | 629 |
| Licenciement pour motif économique – Plan de sauvegarde de l'emploi – Nullité – Cause – Motif économique – Appréciation – Office du juge – Limites | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2012 | 635 |
| LICENCIEMENTS COLLECTIFS | |
| Doctrine : Les restructurations et leur impact sur les relations de travail , Colloque des Instituts du travail | |
| Restructurations : un regard d'économiste , par Nadia Jacoby , Maître de conférences, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne..... | 387 |
| L'incidence sur l'emploi de l'organisation et de la réorganisation des groupes , par Tiennot Grumbach , Avocat au Barreau de Versailles..... | 393 |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Le transfert d'entreprise , par Bernadette Lardy-Pélissier , Maître de conférences Université Toulouse-1 Capitole | 398 |
| Restructurations et gestion des contraintes : l'augmentation des injonctions paradoxales , par Mario Correia , Maître de conférences en sociologie, Directeur de l'Institut régional du travail, Aix-Marseille Université 406 | |
| Adaptation des effectifs et licenciements économiques , par Laurent de Launay , Doctorant, Université Montesquieu Bordeaux-IV, COMPTRESEC (UMR CNRS 5114), Institut du travail | 413 |
| Le droit européen des restructurations , par Sylvaine Laulom , Professeur, Université Jean-Monnet, Saint-Étienne, CERCRID (UMR 5137) | 420 |
| De l'importance du plan de sauvegarde de l'emploi , par Yann Leroy , Maître de conférences, Université de Lorraine, Institut François-Gény, CERIT, EA 1138 | 427 |
| Licenciement pour motif économique et responsabilité des groupes de sociétés , par Pierre-François Legrand , Doctorant, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne | 433 |
| Doctrine : Lutter contre la désindustrialisation : la saga des Sodimédical , par Paul Darves-Bornoz , Avocat au Barreau d'Annecy | 523 |
| Annexe : Entreprise en difficulté – Cessation de paiement – Demande du débiteur d'être placé en liquidation judiciaire – Conditions non réunies – Caractère artificiel du passif échu – Dette intra-groupe – Défaut d'autonomie de la société par rapport au groupe – Rejet de la demande de liquidation judiciaire | |
| Première espèce : Cour d'appel de Reims (Ch. Civ.) 14 mars 2011 | 528 |
| Entreprise en difficulté – Cessation de paiement – Demande de mise en liquidation par un tiers – Absence d'autonomie de la société par rapport au groupe – Preuve de cessation de paiement non rapportée – Refus de paiement des dettes par une société in bonis – Rejet de la demande de liquidation | |
| Deuxième espèce : Cour d'appel de Reims (Ch. Civ.) 25 octobre 2011 | 530 |
| Contrat de travail – Paiement des salaires – Identification du débiteur – Défaut de paiement par l'employeur nominal – Mise en cause de la société actionnaire – Qualité de co-employeur relevant des juges du fond – Mesure conservatoire en référé ordonnant le paiement solidaire des salaires | |
| Troisième espèce : Cour d'appel de Reims (Ch. Soc. – Référé) 31 août 2011 | 531 |
| Licenciement pour motif économique – Licenciements collectifs – Consultation du comité d'entreprise – Examen du motif économique – Défaut de cause économique rejaillissant sur la procédure de licenciement – Nullité de la procédure | |
| Quatrième espèce : Cour d'appel de Reims (Ch. Civ. 1^{ère} sect.) 3 janvier 2012 | 532 |
| Doctrine : Le juge prud'homal des référés, à saisir d'urgence ! , par Thierry Durand , Conseiller prud'homme | 533 |
| 1 ^o Licenciement collectif – Consultation du comité d'entreprise – Dissociation par l'employeur de projets de restructuration – Manquement à l'information du comité – 2 ^o Société détenue par un fonds d'investissement – Motif économique et périmètre de reclassement appréciés au niveau du groupe – 3 ^o Reclassement – Offre d'emploi – Notion – Offre soumise à accord final de l'employeur – Validité (non) – 4 ^o Ordre des licenciements – Critères – Qualités professionnelles – Évaluation – Nécessité | |
| Tribunal de grande instance de Paris (référé) 25 mai 2012 | 793 |
| Note Xavier Médeau , Avocat au Barreau des Ardennes | 800 |
| Plan de sauvegarde de l'emploi | |
| Rupture conventionnelle – Réorganisation de l'entreprise – Suppression d'emplois – Détournement du dispositif visant à éviter l'élaboration d'un PSE – Processus global et concerté de réduction des effectifs | |
| Cour d'appel de Lyon (Ch. C) 2 décembre 2011 | 375 |
| Note Rachel Spire , Avocate au Barreau de Paris | 376 |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Licenciement pour motif économique – Concomitance avec des ruptures conventionnelles – Détournement du dispositif visant à éviter l'élaboration d'un PSE – Nullité de la rupture | |
| Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc. B) 11 janvier 2012 | 566 |
| Note Jean-Louis Borie , Avocat au Barreau de Clermont-Ferrand | 568 |

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Contenu – Mesures de reclassement interne – Exception – Départs volontaires excluant tout licenciement – Limites – Suppression d'emplois de salariés ne relevant pas de départs volontaires | |
| Ruptures du contrat de travail – Prise d'acte – Manquements reprochés à l'employeur – Insuffisance du plan de sauvegarde de l'emploi – Effets d'un licenciement nul | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 janvier 2012 | 600 |
| Note François Dumoulin , Avocat au Barreau de Lyon | 601 |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Doctrine : À propos de l'arrêt Vivéo : faisons un rêve , par Michel Henry , Avocat au Barreau de Paris | 629 |
| Licenciement pour motif économique – Plan de sauvegarde de l'emploi – Nullité – Cause – Motif économique – Appréciation – Office du juge – Limites | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2012 | 635 |

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL (voir aussi Ruptures du contrat de travail ; voir aussi Inaptitude)

PRÉAVIS

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dispense d'exécution – Effets – Modification des avantages (non) – Clause contractuelle – Caractère indifférent | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2012 | 667 |
| Note Thierry Durand , Conseiller prud'homme | 667 |

MOTIFS DE LICENCIEMENT

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Doctrine : La décision de retrait de l'enfant par le particulier employeur d'un(e) assistant(e) maternel(le) : quelles limites au particularisme ? , par Alexia Gardin , Maître de conférences, Université de Lorraine, CERIT-IFG | 332 |
| Contrat de travail – Clause de résidence – Non-respect – Licenciement – Validité de la clause – Liberté de choix du domicile – Atteinte – Justification et proportionnalité | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2012 | 502 |
| Note Alexia Gardin , Maître de conférences, Université de Lorraine | 502 |

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Conseil de prud'hommes – Bureau de conciliation – Pouvoirs (deux espèces) – Désignation de conseillers rapporteurs (première espèce) – Licenciement pour faute grave – Charge de preuve reposant sur l'employeur – Inversion du calendrier de communication des pièces (deuxième espèce) | |
| Première espèce : Cour d'appel de Chambéry (Ch. Soc.) 15 mai 2012 | 652 |
| Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Lyon (Conciliation – Départage) 29 mai 2012 | 654 |
| Note Paul Darves-Bornoz , Avocat au Barreau d'Annecy | 654 |

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Travailleurs étrangers – Travailleur en situation irrégulière – Rupture du contrat de travail – Irrégularité constituant une cause objective – Exclusion de principe des dispositions relatives au licenciement – Exception – Employeur se plaçant sur un terrain disciplinaire | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012 | 736 |
| Note Michèle Bonnechère , Professeur, Université Évy-Val d'Essonne | 737 |

NULLITÉ

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Discrimination – Licenciement disciplinaire – Inconsistance des reproches – Prise en compte de l'activité syndicale – Exercice du droit de grève – Nullité de la rupture – Réintégration | |
| Conseil de prud'hommes de Toulouse (Industrie – Départage) 7 novembre 2011 | 230 |
| Note Leïla Bod , Conseillère prud'homme | 231 |

Libertés et droits fondamentaux – Action en justice – Représailles de l'employeur – Rupture du contrat de travail – Nullité – Réintégration

Cour d'appel de Versailles (6^e ch.) 7 février 2012 448
 Note **Mireille Poirier**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV..... 450

Atteinte au droit à la protection de la santé (al. 11 du Préambule de la Constitution) – Nullité de la rupture – Réintégration – Indemnisation – Droit aux salaires perdus sans déduction des revenus perçus pendant la période entre l'éviction et le jugement – Non-cumul avec les indemnités de rupture

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2012..... 802
 Note **Michèle Bonnechère**, Professeur, Université Évy-Val d'Essonne 803

MALADIE (voir Discrimination – voir Licenciement pour motif personnel – voir Santé au travail)

MODIFICATIONS DANS LA SITUATION JURIDIQUE DE L'EMPLOYEUR (voir Transfert d'entreprise)

NÉGOCIATION COLLECTIVE (voir Conventions et accords collectifs)

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

ÉTENDUE DE LA PROTECTION

Doctrine : **Les pouvoirs du juge judiciaire dans le cas du licenciement d'un salarié protégé pour une inaptitude consécutive à des comportements fautifs de l'employeur – Les arrêts du 15 novembre 2011**, par **Paul Bouaziz** et **Isabelle Goulet**, Avocats au Barreau de Paris..... 243

Annexe : Protection des représentants du personnel – Autorisation administrative de licenciement – Licenciement pour inaptitude en lien avec un harcèlement moral – Contrôle du juge judiciaire – Indemnisation (oui) – Contestation de la validité de la rupture (non) (trois espèces)

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 248
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 248
Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 249

Assurances sociales – Maladie – Indemnité journalière – Suppression – Infraction au règlement des malades – Activité non autorisée – Exercice d'un mandat de représentant du personnel

Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 9 décembre 2010 281
 Note **Bernard Augier**, Président du Conseil de prud'hommes de Lyon, membre du Conseil supérieur de la Prud'homie 281

Doctrine : **Salariés protégés, salariés exposés, salariés sacrifiés (réflexions sur trois décisions de la Cour de cassation du 15 novembre 2011)**, par **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail et **Sophie Geynet-Bourgeon**, Avocate au Barreau de Grenoble..... 329

Transfert d'entreprise – Caractère partiel – Notion – Établissement distinct au sens des comités d'établissement

Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 373
 Note **Karim Hamoudi**, Avocat au Barreau de Paris 373

Protection des représentants du personnel – Mandat extérieur à l'entreprise – Information de l'employeur – Nécessité – À défaut, atteinte à la liberté d'entreprendre et à la liberté contractuelle

Conseil constitutionnel, décision n° 2012-242 QPC, 14 mai 2012, Association Temps de Vie..... 621
 Note **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP 622

Doctrine : **Prise d'acte d'un représentant du personnel et refus antérieur d'autorisation administrative (Rapport sous Soc. 4 juillet 2012, Société Lahera Productions)**, par **Emmanuelle Wurtz**, Conseiller référendaire à la Cour de cassation..... 706

Protection des représentants du personnel – Prise d'acte de la rupture – Restriction d'aptitude – Poste non compatible – Décision antérieure de refus d'autorisation administrative de licenciement – Motivation – Caractère indifférent – Compétence judiciaire

Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012..... 711
 Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme..... 712

Mission – Exercice – Moyens matériels – Contrôle et surveillance des salariés – Limites – Informatique et libertés (loi du 6 janvier 1978) – Traitement automatisé d'informations nominatives – Confidentialité

Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 avril 2012..... 805
 Note **Michel Estevez**, Conseiller prud'homme, Metz 806

PROCÉDURE

Doctrine : **Conformité à la Constitution du délai dont dispose l'employeur pour notifier le licenciement d'un représentant du personnel**, par **Yves Struillou**, Conseiller d'État, Conseiller en service extraordinaire à la Cour de cassation..... 257

Annexe : Protection des représentants du personnel – Licenciement pour motif disciplinaire – Autorisation administrative – Délai d'un mois pour prononcer le licenciement (L. 1332-2) – Annulation de l'autorisation – Effets – QPC – Atteintes à divers principes de portée constitutionnelle (non)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 janvier 2012..... 277

Droit administratif du travail Décisions sélectionnées et commentées par **Manuela Grévy**, Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne :

Licenciement – Procédure – Inspection du travail – Enquête contradictoire – Communication des documents – Droits de la défense

Conseil d'État 22 février 2012 514
 Licenciement – Autorisation – Référé-suspension
Tribunal administratif de Paris (Référé) 31 août 2010..... 516

Mise à la retraite – Procédure – Consultation du comité d'entreprise – Information

Conseil d'État 26 octobre 2011 518
 Fonctionnaire – France Télécom – Mutation – Contrôle du juge
Conseil d'État 24 février 2011 519

Contrat de travail – Harcèlement – Indemnisation – Préjudice – Actes de harcèlement (art. L. 1152-1) – Manquements à l'obligation de prévention (art. L. 1152-4) – Caractère distinct Protection des représentants du personnel – Autorisation administrative de licenciement – Licenciement pour inaptitude en lien avec un harcèlement moral – Office du juge judiciaire – Indemnisation du harcèlement (oui) – Contrôle de la validité de la rupture (non)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juin 2012..... 657
 Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme..... 658

RETRAITE (voir Assurances sociales) RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL (AUTRES QUE LICENCIEMENTS)

MISE À LA RETRAITE

Égalité de traitement – Discrimination liée à l'âge (directive 2000/78) – Mise à la retraite – Objectifs d'intérêt général – Structure d'âge équilibrée – Proportionnalité de la mesure – Appréciation – Office du juge national
Cour de justice de l'Union européenne 21 juillet 2011 ... 309
Note **Philippe Martin**, Chargé de recherches CNRS, COMPTRESEC Université Bordeaux IV 310

Protection des représentants du personnel – Mise à la retraite – Procédure – Consultation du comité d'entreprise – Information
Conseil d'État 26 octobre 2011 518
Note **Manuela Grévy**, Maître de conférences, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne 518

PRISE D'ACTE DE LA RUPTURE

Licenciement pour motif économique – Plan de sauvegarde de l'emploi – Contenu – Mesures de reclassement interne – Exception – Départs volontaires excluant tout licenciement – Limites – Suppression d'emplois de salariés ne relevant pas de départs volontaires
Ruptures du contrat de travail – Prise d'acte – Manquements reprochés à l'employeur – Insuffisance du plan de sauvegarde de l'emploi – Effets d'un licenciement nul
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 janvier 2012 600
Note **François Dumoulin**, Avocat au Barreau de Lyon 601

Doctrine : **Le préavis de prise d'acte : le risque disproportionné encouru par le salarié usant de son droit de provoquer une rupture immédiate**, par **Nicolas Collet-Thiry**, Avocat au Barreau de Paris 625

Prise d'acte – Effet immédiat – Incidence – Indemnités de prévoyance – Bénéfice (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 juin 2012 668
Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme 669

RUPTURE CONVENTIONNELLE (LOI DU 25 JUIN 2008)

Réorganisation de l'entreprise – Suppression d'emplois – Détournement du dispositif visant à éviter l'élaboration d'un PSE – Processus global et concerté de réduction des effectifs
Cour d'appel de Lyon (Ch. C) 2 décembre 2011 375
Note **Rachel Spire**, Avocate au Barreau de Paris 376

Licenciement pour motif économique – Concomitance avec des ruptures conventionnelles – Détournement du dispositif visant à éviter l'élaboration d'un PSE – Nullité de la rupture
Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc. B) 11 janvier 2012 566
Note **Jean-Louis Borie**, Avocat au Barreau de Clermont-Ferrand 568

Inexécution fautive du contrat par l'employeur – Accord sur la nécessité d'une rupture – Altération du consentement – Nullité
Conseil de prud'hommes de Chalon-sur-Saône (Commerce) 25 avril 2012 670
Note **Anais Ferrer**, Conseillère confédérale, service juridique, CGT 671

DÉPARTS « VOLONTAIRES »

PSE – Contenu – Mesures de reclassement interne – Exception – Départs volontaires excluant tout licenciement – Limites – Suppression d'emplois de salariés ne relevant pas de départs volontaires
Ruptures du contrat de travail – Prise d'acte – Manquements reprochés à l'employeur – Insuffisance du plan de sauvegarde de l'emploi – Effets d'un licenciement nul
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 janvier 2012 600
Note **François Dumoulin**, Avocat au Barreau de Lyon 601

SALAIRES - RÉMUNÉRATION

Doctrine : **Lutter contre la désindustrialisation : la saga des** Sodimédical, par **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Annecy 523
Contrat de travail – Paiement des salaires – Identification du débiteur – Défaut de paiement par l'employeur nominal – Mise en cause de la société actionnaire – Qualité de co-employeur relevant des juges du fond – Mesure conservatoire en référé ordonnant le paiement solidaire des salaires
Troisième espèce : Cour d'appel de Reims (Ch. Soc. – Référé) 31 août 2011 531

Doctrine : **Les tâches afférentes aux examens universitaires : tout travail mérite salaire**, par **Mireille Poirier**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV 636

Négociation annuelle obligatoire – Nature des informations préalables à fournir aux organisations syndicales – Salaires des cadres supérieurs décidés par la maison-mère à l'étranger – Obligations de communication
Tribunal de grande instance de Paris (1^{ère} sect. – 4^e ch.) 29 mai 2012 789
Note **Jamila Mansour**, Conseillère confédérale CGT 792

MONTANT

Rémunération variable – Dispositif d'évaluation – 1^o Critères comportementaux – Licéité – Conditions – Relation directe avec une activité professionnelle identifiable – Exclusion des critères à connotation morale – Nécessité d'une appréciation objective exclusive de la sphère personnelle – 2^o Rôle des IRP – Consultation du CHSCT (oui) – Consultation du CE (oui) – Caractère préalable de la mise en œuvre du dispositif (oui) – Syndicat professionnel – Action en justice – 1^o Décision et représentation – Stipulations statutaires – 2^o Recevabilité – Fonctionnement des IRP – Contestation d'une procédure d'évaluation
Cour d'appel de Toulouse (4^e ch. sect. 1) 21 septembre 2011 39
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 45

Invention du salarié – Appropriation par l'employeur – Conditions – Direction – Existence d'une mission inventive – Recherche – Office du juge
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2011 50
Note **Romain Marié**, Maître de conférences, Université Nancy-2, membre de l'équipe de recherches Droit et changement social, Université de Nantes 51

Doctrine : Durée du travail et rémunération, santé, sécurité-résultat – 36^e colloque de la commission de droit social du syndicat des avocats de France (SAF)
Le forfait en jours ou les épices du pluralisme, par **Antoine Lyon-Caen**, Professeur, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense, Directeur d'études à l'EHESS 171
Revisiter le droit positif par l'ajustement au droit européen ?, par **Michèle Bonnechère**, Professeur, Université Evry-Val d'Essonne 175
Durée et charge de travail : objectifs et limites de l'exigence de rentabilité, par **Stéphanie Baradel**, Avocate au Barreau de Lyon 190
La déconnexion du temps de travail et la rémunération, par **Pascal Lokiec**, Professeur, Université Paris-Ouest, Nanterre-La Défense 207
La fixation unilatérale des objectifs en matière de rémunération, par **Paul Riandey**, Avocat au Barreau d'Orléans 213
La charge de travail en questions – Synthèses, par **Marie-France Mazars**, Conseiller doyen de la Cour de cassation 224

Habillage/déshabillage – Contrepartie – Conditions cumulatives – Port obligatoire d'une tenue – Obligation de se changer sur les lieux de travail
Cour de cassation (Ass. Plén.) 18 novembre 2011 236
Note **Sultan Günel**, Avocate au Barreau de Paris 237

Temps de travail – Convention de forfait en jours – Conditions de validité – Autonomie réelle du salarié – Respect des stipulations conventionnelles visant l'encadrement de sa mise en œuvre – Défaut – Conséquence – Paiement des heures supplémentaires
Conseil de prud'hommes de Limoges (Sect. Encadrement) 6 septembre 2011 301

Rémunération – SMIC – Respect – Temps de pause rémunéré – Période non assimilée à du temps de travail effectif – Exclusion de la rémunération de l'assiette du SMIC
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 mars 2012 453
 Note **Jean-Pierre Leduc**, Avocat honoraire 453

Doctrine : **Le déplacement vers le Tribunal de grande instance de l'action syndicale au bénéfice des salariés**, par **Marianne Keller Lyon-Caen**, Maître de conférences honoraire, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne 471
 Annexe : Tribunaux – Compétence – Action syndicale devant le TGI – Nullité des accords d'entreprise – Respect du SMIC – Régularisation de la situation de l'ensemble des salariés
Tribunal de grande instance de Lille (1^{ère} ch.) 24 novembre 2011 499

Contrat de travail – Clause de variation – Rémunération – Pouvoir de modification unilatéral – Licéité (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 octobre 2011 504

Contrat de travail – Modification des horaires de travail – Réduction de la part d'horaires de nuit – Perte de la majoration conventionnelle de rémunération – Modification du contrat (non) – Pouvoir de direction de l'employeur
Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mai 2012 659
 Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme 660

Rémunération – Dettes – Saisie des biens – Limites – Instruments de travail nécessaires à l'exercice personnel de l'activité professionnelle – Ordinateur – Salarié privé d'emploi – Bien utilisé pour la recherche d'emploi – Caractère saisissable (non)
Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 28 juin 2012 668
 Note **Marc Richevaux**, Maître de conférences, Université du Littoral 668

Conseil de prud'hommes – Compétence – Remboursement d'avances faites par l'employeur
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 juillet 2012 719
 Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme 720

PRIMES ET GRATIFICATIONS

Conventions et accords collectifs – Principe d'égalité de traitement – Atteinte devant être justifiée par une raison objective dont le juge contrôle la réalité et la pertinence – Prime réservée aux salariés d'un établissement – Transfert du risque économique sur les salariés – Licéité (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 juin 2012 724
 Note **Isabelle Meyrat**, Maître de conférences, Université de Cergy-Pontoise, membre du LEJEP 726

HEURES SUPPLÉMENTAIRES (VOIR TEMPS DE TRAVAIL)

SANTÉ AU TRAVAIL (voir aussi Hygiène et sécurité ; voir aussi Discrimination ; voir aussi CHSCT)

Doctrine : **Durée du travail et rémunération, santé, sécurité-résultat** – 36^e colloque de la commission de droit social du syndicat des avocats de France (SAF)
Le forfait en jours ou les épices du pluralisme, par **Antoine Lyon-Caen**, Professeur, Université Paris-Ouest

Nanterre-La Défense, Directeur d'études à l'EHESS 171
Revisiter le droit positif par l'ajustement au droit européen ?, par **Michèle Bonnechère**, Professeur, Université Evry-Val d'Essonne 175
Durée et charge de travail : objectifs et limites de l'exigence de rentabilité, par **Stéphanie Baradel**, Avocate au Barreau de Lyon 190
La déconnexion du temps de travail et la rémunération, par **Pascal Lokiec**, Professeur, Université Paris-Ouest, Nanterre-La Défense 207
La fixation unilatérale des objectifs en matière de rémunération, par **Paul Riandey**, Avocat au Barreau d'Orléans 213

La charge de travail en questions – Synthèses, par **Marie-France Mazars**, Conseiller doyen de la Cour de cassation 224

Doctrine : **Le mystérieux salarié qui apporte son « aide à l'employeur pour la gestion de la santé et de la sécurité au travail »**, par **Thomas Kapp**, Directeur adjoint du travail 253

Le rôle des partenaires sociaux en matière de régulation de la pénibilité, par **Franck Héas**, Maître de conférences, Université de Nantes 348

Doctrine : **Les acteurs de la santé et de la sécurité au travail, Rôle d'aujourd'hui et de demain**, Colloque de l'Institut du travail de Bordeaux, 16 mars 2012
L'intensité de l'obligation de sécurité de l'employeur : un traitement au effets mal assurés, par **Sébastien Tournaux**, Professeur, Université des Antilles et de la Guyane .. 571
L'obligation de sécurité du salarié, par **Christophe Radé**, Professeur, Faculté de droit de Bordeaux 578
Le CHSCT : une institution en attente de réforme ?, par **Alexandre Charbonneau**, Maître de conférences, Université de Bordeaux-I 583
Le référé sur la santé-sécurité : l'espoir de demain, par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine 590

Temps de travail – Charge de travail excessive – Défaut d'enregistrement des horaires de travail – 1^{er} Paiement des heures supplémentaires – 2^o Suicide – Indemnisation des ayants droit – Chefs de préjudice – Atteintes à la vie privée et familiale – compétence prud'homale
Conseil de prud'hommes de Versailles (Industrie – Départage) 15 mai 2012 727
 Note **Paul Cao**, Avocat au Barreau d'Angers 731

SOURCES DU DROIT

Doctrine : **Sanction d'une clause de non-concurrence excessive : vers une évolution de la jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour de cassation ?**, par **Florence Canut**, Maître de conférences, Université Montpellier-III 12
 Annexe : Contrat de travail – Clause de non-concurrence – Validité – CCN des VRP – Limites du secteur attribué – Clause contractuelle plus restrictive pour le salarié – Nullité (oui)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 octobre 2011 19

Doctrine : **Le forçage du consentement du salarié**, par **Muriel Fabre-Magnan**, Professeur, École de droit de la Sorbonne, Université de Paris-1 Panthéon-Sorbonne 459

Sources du droit – Rapport entre la convention collective et le contrat de travail – Temps de travail – Loi renforçant l'emprise de la convention sur le contrat – Motif d'intérêt général
Conseil constitutionnel, décision n° 2012-649 DC, 15 mars 2012, Loi relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives 623
 Note **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP 623

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Doctrines : La sanction pénale du droit conventionnel : mode d'emploi (à propos de Cass. Crim. 19 juin 2012, P+B) , par Florence Canut , Maître de conférences, Université Montpellier-III..... | 757 |
| Convention et accords collectifs – Convention collective de branche – Obligation de négociation dans l'entreprise avec les organisations syndicales en cas de modification de l'heure de fermeture d'un magasin – Non-respect de la convention par l'employeur – Sanctions pénales – Condition – Dérogations à des dispositions législatives ou réglementaires (art. L. 2263-1 CT) – Caractère dérogoire des dispositions conventionnelles (non) – Entrave à l'exercice du droit syndical (non) | |
| Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 juin 2012 | 753 |

SERVICES PUBLICS (voir Entreprises publiques ; voir Fonctionnaires et agents publics)

STATUTS PARTICULIERS (voir aussi Entreprises publiques ; voir aussi Travailleurs étrangers)

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Discrimination – État de santé – Travailleur handicapé – Licenciement économique – Absence de recherche de reclassement en lien avec ses capacités – Nullité de la rupture – Réintégration | |
| Cour d'appel d'Orléans (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 | 287 |
| Note Philippe Rechoulet , Conseiller prud'homme Bordeaux | 290 |
| Doctrines : La décision de retrait de l'enfant par le particulier employeur d'un(e) assistant(e) maternel(le) : quelles limites au particularisme ? , par Alexia Gardin , Maître de conférences, Université de Lorraine, CERIT-IFG..... | 332 |

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Doctrines : La fraude à la prestation de services et au détachement de salariés sur le territoire français : panorama de la jurisprudence française , par Hervé Guichaoua , Directeur du travail..... | 543 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Grève – Transport aérien – Loi du 19 mars 2012 – Instauration de préavis individuels avant la cessation et la reprise du travail – Champ d'application limité aux salariés exerçant personnellement certaines missions – Préservation de l'ordre public | |
| Conseil constitutionnel, décision n° 2012-650 DC, 15 mars 2012 , Loi relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises de transport aérien de passagers et à diverses dispositions dans le domaine des transports..... | 676 |
| Note Pierre Yves Gadhoun , Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP..... | 676 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Faute inexcusable – Action de la victime – Limites – 1° Acceptation de l'offre d'indemnisation du fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (deux espèces) – 2° Régime spécial – Marins (première espèce) | |
| Première espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2°) 22 septembre 2011 | 678 |
| Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2°) 6 octobre 2011 | 679 |
| Note Frédéric Guiomard , Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS)..... | 680 |

SYNDICATS PROFESSIONNELS

CONSTITUTION

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Doctrines : L'emprise marginale du droit sur les questions d'unité ou de division du syndicalisme , par Pascal Rennes , Directeur honoraire du travail..... | 20 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Doctrines : De l'application du principe de spécialité catégorielle dans les élections professionnelles , par Christophe Saltzman , Élève avocat, Chargé d'enseignement, Universités de Paris-Ouest Nanterre-La Défense et Paris-1 Panthéon-Sorbonne..... | 27 |
| Annexe : Elections professionnelles – Syndicat catégoriel (deux espèces) – Présentation des candidats – Statuts – Portée (première espèce) – Représentativité – Syndicat catégoriel autonome – Mesure de l'audience (deuxième espèce) | |
| Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2011 | 32 |
| Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 septembre 2011 | 33 |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Décision de désaffiliation – Validité – Condition – Stipulations statutaires, à défaut unanimité des adhérents | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 mai 2011 | 59 |
| Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise..... | 60 |

FONCTIONNEMENT - ACTIVITÉS

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Affichage et communication – Exercice – Condition – Représentativité (non) – Existence d'une section syndicale (non) – Possibilité de réserver par voie conventionnelle cette prérogative aux syndicats représentatifs (non) | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2011 | 56 |
| Note Cécile Nicod , Maître de conférences, Université Lyon-2, ERDS CERCRID, UMR CNRS Saint-Étienne-Lyon-2..... | 57 |
| Libertés et droits fondamentaux – Liberté d'expression – Syndicat professionnel – Limites – Sanctions – Licenciement (première espèce) – Condamnation pénale pour diffamation (deuxième espèce) | |
| Première espèce : Cour européenne des droits de l'Homme (Grande Chambre) 12 septembre 2011 | 380 |
| Deuxième espèce : Cour européenne des droits de l'Homme (5° sect.) 6 octobre 2011 | 382 |
| Note Valérie Lacoste-Mary , Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux..... | 383 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Doctrines : Effectif de l'entreprise (suite) : la Charte européenne des droits fondamentaux peut-elle avoir un effet direct ? (à propos d'un renvoi à la Cour de justice de l'Union européenne, Soc. 11 avril 2012, PBR) , par Marie-Laure Morin , ancien Conseiller à la Cour de cassation..... | 694 |
| Libertés et droits fondamentaux – Représentation des travailleurs – Effectivité – Contrats aidés – Exclusion du décompte des effectifs (art. L. 1111-3 CT) – Privation du bénéfice de représentation du personnel – Désignation d'un RSS – Compatibilité avec le droit communautaire – Question préjudicielle – Interprétation des actes pris par les institutions de l'Union – Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Droit fondamental relatif à l'information et à la consultation des travailleurs (art. 27) – Opposabilité à une disposition législative nationale | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 avril 2012 | 704 |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Négociation annuelle obligatoire – Nature des informations préalables à fournir aux organisations syndicales – Salaires des cadres supérieurs décidés par la maison-mère à l'étranger – Obligations de communication | |
| Tribunal de grande instance de Paris (1^{ère} sect. – 4^e ch.) 29 mai 2012 | 789 |
| Note Jamila Mansour , Conseillère confédérale CGT..... | 792 |

REPRÉSENTATIVITÉ

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Doctrines : De l'application du principe de spécialité catégorielle dans les élections professionnelles , par Christophe Saltzman , Élève avocat, Chargé d'enseignement, Universités de Paris-Ouest Nanterre-La Défense et Paris-1 Panthéon-Sorbonne..... | 27 |
| Annexe : Elections professionnelles – Syndicat catégoriel (deux espèces) – Présentation des candidats – Statuts – Portée (première espèce) – Représentativité – Syndicat catégoriel autonome – Mesure de l'audience (deuxième espèce) | |
| Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) | |

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 28 septembre 2011 | 32 |
| Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) | |
| 28 septembre 2011 | 33 |
| Doctrines : Représentativité syndicale : pondération des critères et transparence financière (rapport sous Cass. Soc. 29 février 2012, IGESA) , par Jean-Marc Béraud , Conseiller à la Chambre sociale de la Cour de cassation..... | 315 |
| Annexe : Syndicats professionnels – Représentativité – Critères cumulatifs – Appréciation – Différenciation et pondération – Transparence financière – rôle du juge | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 février 2012 | 321 |
| Note Pascal Rennes , Directeur honoraire du travail..... | 321 |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Doctrines : Droits de l'Homme et égalité entre organisations syndicales : où s'arrête la « liberté » d'appréciation du législateur ? (à propos du représentant syndical au CE) , par Marie-France Bied-CHARRENTON , Avocate au Barreau de Paris..... | 745 |
| Comité d'entreprise – Représentant syndical – Désignation – Condition – Entreprises de plus de 300 salariés – Pluralité d'élus au CE (trois espèces) – Atteinte à la Convention européenne des droits de l'Homme (art. 11 et 14) (non) (première espèce) – Accord collectif – Abaissement du seuil du nombre d'élus (non) (deuxième espèce) – Saisine du juge – Nécessité (oui) (troisième espèce) | |
| Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 octobre 2012 | 750 |
| Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 octobre 2012 | 751 |
| Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 octobre 2012 | 751 |

ENTRAVES ET DISCRIMINATION

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Discrimination – Licenciement disciplinaire – Inconsistance des reproches – Prise en compte de l'activité syndicale – Exercice du droit de grève – Nullité de la rupture – Réintégration | |
| Conseil de prud'hommes de Toulouse (Industrie – Départage) 7 novembre 2011 | 230 |
| Note Leïla Bod , Conseillère prud'homme..... | 231 |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Doctrines : La sanction pénale du droit conventionnel : mode d'emploi (à propos de Cass. Crim. 19 juin 2012, P+B) , par Florence Canut , Maître de conférences, Université Montpellier-III..... | 757 |
| Convention et accords collectifs – Convention collective de branche – Obligation de négociation dans l'entreprise avec les organisations syndicales en cas de modification de l'heure de fermeture d'un magasin – Non-respect de la convention par l'employeur – Sanctions pénales – Condition – Dérrogations à des dispositions législatives ou réglementaires (art. L. 2263-1 CT) – Caractère dérogatoire des dispositions conventionnelles (non) – Entrave à l'exercice du droit syndical (non) | |
| Cour de cassation (Ch. Crim.) 19 juin 2012 | 753 |

ACTION EN JUSTICE

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Doctrines : Système d'évaluation et critères comportementaux : vers une clarification , par Emmanuelle Boussard-Verrecchia , Avocate au Barreau de Versailles et Xavier Petrachi , Délégué syndical central CGT Airbus..... | 1 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| CHSCT – Projet important – Expert – Détection de la toxicomanie chez les conducteurs – Projet patronal de test de dépistage par l'encadrement (première espèce) | |
| Contrat de travail – Surveillance des salariés – Géolocalisation – Dispositif visant à contrôler le temps de travail – Champ excédant les normes informatiques et libertés – Action en justice de fédérations syndicales et d'un comité d'établissement – Interdiction de mise en service du dispositif (deuxième espèce) | |
| Première espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 1^{ère} ch.) 25 octobre 2010 | 35 |
| Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Nanterre (2^e ch.) 7 janvier 2011 | 36 |

| | |
|----------------------------------------------------------------|-----------|
| Note Cédric Porin , Avocat au Barreau de Marseille..... | 38 |
|----------------------------------------------------------------|-----------|

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Contrat de travail – Exécution – Rémunération variable – Dispositif d'évaluation – 1 ^o Critères comportementaux – Licéité – Conditions – Relation directe avec une activité professionnelle identifiable – Exclusion des critères à connotation morale – Nécessité d'une appréciation objective exclusive de la sphère personnelle – 2 ^o Rôle des IRP – Consultation du CHSCT (oui) – Consultation du CE (oui) – Caractère préalable de la mise en œuvre du dispositif (oui) | |
| Syndicat professionnel – Action en justice – 1 ^o Décision et représentation – Stipulations statutaires – 2 ^o Recevabilité – Fonctionnement des IRP – Contestation d'une procédure d'évaluation | |
| Cour d'appel de Toulouse (4^e ch. sect. 1) 21 septembre 2011 | 39 |
| Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise..... | 45 |

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Doctrines : Le déplacement vers le Tribunal de grande instance de l'action syndicale au bénéfice des salariés , par Marianne Keller Lyon-Caen , Maître de conférences honoraire, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne..... | 471 |
| Annexe : Tribunaux – Compétence – Action syndicale devant le TGI – Nullité des accords d'entreprise – Respect du SMIC – Régularisation de la situation de l'ensemble des salariés | |
| Tribunal de grande instance de Lille (1^{ère} ch.) 24 novembre 2011 | 499 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Tribunaux – Action en justice – Application de la convention collective – Transfert conventionnel des contrats de travail – Recevabilité de l'action – Comité d'entreprise (non) – Syndicat professionnel (oui) | |
| Première espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 2^e ch.) 5 janvier 2012 | 603 |
| Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise..... | 608 |

TEMPS DE TRAVAIL

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Contrat de travail – Surveillance des salariés – Géolocalisation – Dispositif visant à contrôler le temps de travail – Champ excédant les normes informatiques et libertés – Action en justice de fédérations syndicales et d'un comité d'établissement – Interdiction de mise en service du dispositif (deuxième espèce) | |
| Deuxième espèce : Tribunal de grande instance de Nanterre (2^e ch.) 7 janvier 2011 | 36 |
| Note Cédric Porin , Avocat au Barreau de Marseille..... | 38 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Doctrines : Durée du travail et rémunération, santé, sécurité-résultat – 36 ^e colloque de la commission de droit social du Syndicat des avocats de France (SAF) | |
| Le forfait en jours ou les épices du pluralisme , par Antoine Lyon-Caen , Professeur, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense, Directeur d'études à l'EHESS..... | 171 |
| Revisiter le droit positif par l'ajustement au droit européen ? , par Michèle Bonnechère , Professeur, Université Evry-Val d'Essonne..... | 175 |
| Durée et charge de travail : objectifs et limites de l'exigence de rentabilité , par Stéphanie Baradel , Avocate au Barreau de Lyon..... | 190 |
| La déconnexion du temps de travail et la rémunération , par Pascal Lokiec , Professeur, Université Paris-Ouest, Nanterre-La Défense..... | 207 |
| La charge de travail en questions – Synthèses , par Marie-France Mazars , Conseiller doyen de la Cour de cassation..... | 224 |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Congés payés – Conditions d'ouverture des droits – Période de référence – Absence assimilée à du temps de travail effectif – Accident de trajet (oui) | |
| Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 juillet 2012 | 719 |
| Note Thierry Durand , Conseiller prud'homme..... | 720 |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Doctrines : Le forçage du consentement du salarié , par Muriel Fabre-Magnan , Professeur, École de droit de la Sorbonne, Université de Paris-1 Panthéon-Sorbonne..... | 459 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|

| | |
|-----------------------------------------------------------------|--|
| Sources du droit – Rapport entre la convention collective et le | |
|-----------------------------------------------------------------|--|

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| contrat de travail – Temps de travail – Loi renforçant l'emprise de la convention sur le contrat – Motif d'intérêt général Conseil constitutionnel, décision n° 2012-649 DC, 15 mars 2012 , Loi relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives | 623 |
| Note Pierre-Yves Gahdoun , Professeur, Université Montpellier-I, CERCOP | 623 |

TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Contrat de travail – Exécution – Dispositif de géolocalisation des véhicules – Contrôle du temps de travail – Licéité – Conditions – 1° Contrôle ne pouvant être effectué par un autre moyen – 2° Salarié disposant d'une liberté dans l'organisation du travail – Contrôle du temps (non) – 3° Conformité aux finalités déclarées à la CNIL et portées à la connaissance des salariés Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 novembre 2011 | 153 |
| Note Stéphanie Baradel et Pierre Masanovic , Avocats au Barreau de Lyon | 154 |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Habillage/déshabillage – Contrepartie – Conditions cumulatives – Port obligatoire d'une tenue – Obligation de se changer sur les lieux de travail Cour de cassation (Ass. Plén.) 18 novembre 2011 | 236 |
| Note Sultan Günel , Avocate au Barreau de Paris | 237 |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Convention de forfait en jours – Conditions de validité – Autonomie réelle du salarié – Respect des stipulations conventionnelles visant l'encadrement de sa mise en œuvre – Défaut – Conséquence – Paiement des heures supplémentaires Conseil de prud'hommes de Limoges (Sect. Encadrement) 6 septembre 2011 | 301 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Rémunération – SMIC – Respect – Temps de pause rémunéré – Période non assimilée à du temps de travail effectif – Exclusion de la rémunération de l'assiette du SMIC Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 mars 2012 | 453 |
| Note Jean-Pierre Leduc , Avocat honoraire | 453 |

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Congés payés – Conditions d'ouverture des droits – Période de référence – Absence assimilée à du temps de travail effectif – Accident de trajet (oui) Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 juillet 2012 | 719 |
| Note Thierry Durand , Conseiller prud'homme | 720 |

REPOS

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Doctrine : Durée et charge de travail : objectifs et limites de l'exigence de rentabilité , par Stéphanie Baradel , Avocate au Barreau de Lyon | 190 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Modification des jours de travail – Travail le dimanche – Refus justifié du salarié (oui) – Licenciement sans cause réelle et sérieuse Conseil de prud'hommes de Paris (Section Encadrement) 27 février 2012 | 510 |
| Note Paul Bouaziz et Nicolas Collet-Thiry , Avocats au Barreau de Paris | 511 |

HEURES SUPPLÉMENTAIRES

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Temps de travail – Heures supplémentaires – Accord de l'employeur – Office du juge Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2011 | 50 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Temps de travail – Convention de forfait en jours – Conditions de validité – Autonomie réelle du salarié – Respect des stipulations conventionnelles visant l'encadrement de sa mise en œuvre – Défaut – Conséquence – Paiement des heures supplémentaires Conseil de prud'hommes de Limoges (Sect. Encadrement) 6 septembre 2011 | 301 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Paiement – Condition – Accord de l'employeur – Caractère implicite Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 mai 2012 | 602 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Charge de travail excessive – Défaut d'enregistrement des horaires de travail – 1° Paiement des heures supplémentaires – 2° Suicide – Indemnisation des ayants droit – Chefs de préjudice – Atteintes à la vie privée et familiale – compétence prud'homale Conseil de prud'hommes de Versailles (Industrie – Département) 15 mai 2012 | 727 |
| Note Paul Cao , Avocat au Barreau d'Angers | 731 |

AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Directive 2003/88/CE – Droit au congé annuel payé – Extinction du droit au congé annuel payé non pris pour cause de maladie à l'expiration du délai prévu par la réglementation nationale Cour de justice de l'Union européenne (Grande chambre) 22 novembre 2011 | 304 |
| Note Valérie Lacoste-Mary , Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV, UMR-CNRS 5114, Institut du travail de Bordeaux | 306 |

TRANSACTION

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Doctrine : Le forçage du consentement du salarié , par Muriel Fabre-Magnan , Professeur, École de droit de la Sorbonne, Université de Paris-1 Panthéon-Sorbonne | 459 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Étendue – Renonciation liée au différend y ayant donné lieu – Transaction réparant le préjudice subi du fait de la rupture du contrat de travail – Litige relatif au paiement d'une indemnité contractuelle de licenciement – Recevabilité de la demande (oui) Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2012 | 733 |
| Note Mohamed-Najib Smaïli , Docteur en droit, Chargé d'enseignement, Université d'Évry-Val-d'Essonne | 733 |

TRANSFERT D'ENTREPRISE

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1° Conditions – Existence d'une entité économique autonome – Changement de titulaire d'un marché de gardiennage – Absence de transfert d'actifs – Reprise du personnel caractérisant une entité économique (non) – Application de L. 1224-1 (non) – 2° Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Proportion de salariés repris – Appréciation – Refus de certains salariés – Conséquence Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 novembre 2011 | 239 |
| Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise | 239 |

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Protection des représentants du personnel – Transfert d'entreprise – Caractère partiel – Notion – Établissement distinct au sens des comités d'établissement Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 | 373 |
| Note Karim Hamoudi , Avocat au Barreau de Paris | 373 |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Doctrine : Le transfert d'entreprise , par Bernadette Lardy-Pélissier , Maître de conférences Université Toulouse-1 Capitole | 398 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Changement de titulaire d'un marché de transport de personnes en zone aéroportuaire – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Convention collective applicable – Détermination – Activité principale de l'entreprise – Transports routiers (non) – Entreprises d'assistance en escale (oui) – Salariés licenciés sans mise en œuvre du transfert – Reprise de la procédure ordonnée sous astreinte Tribunaux – Action en justice – Application de la convention collective – Transfert conventionnel des contrats de travail – Recevabilité de l'action – Comité d'entreprise (non) – Syndicat professionnel (oui) Première espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 2° ch.) 5 janvier 2012 | 603 |
| Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise | 608 |

TRAVAIL À TEMPS PARTIEL (voir Temps de travail)

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

Doctrines : **Emploi illégal des salariés étrangers : ambiguïté et insuffisance de la loi du 16 juin 2011**, par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail 340

Travailleur en situation irrégulière – Rupture du contrat de travail – Irrégularité constituant une cause objective – Exclusion de principe des dispositions relatives au licenciement – Exception – Employeur se plaçant sur un terrain disciplinaire
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012 736

Note **Michèle Bonnechère**, Professeur, Université Évy-Val d'Essonne 737

Assurances sociales – Maladie – Bénéficiaires – Enfant étranger à la charge effective et permanente de l'assuré
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 10 novembre 2011 740

Note **Anne-Sophie Ginon**, Maître de conférences, Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS) 741

TRAVAIL ILLÉGAL

Doctrines : **Emploi illégal des salariés étrangers : ambiguïté et insuffisance de la loi du 16 juin 2011**, par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail 340

Doctrines : **La mise en cause du donneur d'ordre et du maître d'ouvrage au service de la lutte contre le travail illégal**, par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail 763

TRIBUNAUX (voir aussi Conseils de prud'hommes ; voir aussi Conseil constitutionnel)

Temps de travail – Heures supplémentaires – Accord de l'employeur – Office du juge
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2011 50

Suspicion légitime – Renvoi – Demande verbale devant le bureau de jugement – Ordonnance d'irrecevabilité – Appel nullité – Nullité de l'ordonnance prud'homale – Renvoi devant la Cour d'appel (359 CPC)
Cour d'appel de Rouen 12 avril 2011 62

Doctrines : **Quelques souvenirs sur les conditions dans lesquelles la jurisprudence sur les licenciements économiques s'est édifiée**, par **Philippe Waquet**, Doyen honoraire à la Cour de cassation 86

Doctrines : **La force probante du constat d'huissier après la loi n° 2010-1609 du 22 décembre 2010**, par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine 168

Doctrines : **Les pouvoirs du juge judiciaire dans le cas du licenciement d'un salarié protégé pour une inaptitude consécutive à des comportements fautifs de l'employeur – Les arrêts du 15 novembre 2011**, par **Paul Bouaziz** et **Isabelle Goulet**, Avocats au Barreau de Paris 243

Annexe : Protection des représentants du personnel – Autorisation administrative de licenciement – Licenciement pour inaptitude en lien avec un harcèlement moral – Contrôle du juge judiciaire – Indemnisation (oui) – Contestation de la validité de la rupture (non) (trois espèces)
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 248

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 248

Troisième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2011 249

Discrimination – Charge de la preuve (directive 97/80) – Égalité de traitement (directive 2002/73) – Formation professionnelle – Accès à l'information du demandeur – Opposabilité des règles de confidentialité – Sauvegarde de l'effet utile

Cour de justice de l'Union européenne 21 juillet 2011 ... 307
Note **Philippe Martin**, Chargé de recherches CNRS, COMPTRESEC Université Bordeaux IV 307

Libertés et droits fondamentaux – Action en justice – Représailles de l'employeur – Rupture du contrat de travail – Nullité – Réintégration
Cour d'appel de Versailles (6^e ch.) 7 février 2012 448
Note **Mireille Poirier**, Maître de conférences, Université Montesquieu Bordeaux-IV 450

Doctrines : **Le déplacement vers le Tribunal de grande instance de l'action syndicale au bénéfice des salariés**, par **Marianne Keller Lyon-Caen**, Maître de conférences honoraire, Université Paris-I Panthéon-Sorbonne 471
Annexe : Tribunaux – Compétence – Action syndicale devant le TGI – Nullité des accords d'entreprise – Respect du SMIC – Régularisation de la situation de l'ensemble des salariés
Tribunal de grande instance de Lille (1^{ère} ch.) 24 novembre 2011 499

Doctrines : **Le référé sur la santé-sécurité : l'espoir de demain**, par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine 590

Employeur – Comptes sociaux – Dépôt obligatoire au greffe – Défaut – Action du salarié devant le Tribunal de commerce
Cour de cassation (Ch. Com.) 3 avril 2012 599

Transfert d'entreprise – Conditions – Changement de titulaire d'un marché de transport de personnes en zone aéroportuaire – Dispositif conventionnel de transfert des contrats de travail – Convention collective applicable – Détermination – Activité principale de l'entreprise – Transports routiers (non) – Entreprises d'assistance en escale (oui) – Salariés licenciés sans mise en œuvre du transfert – Reprise de la procédure ordonnée sous astreinte
Tribunaux – Action en justice – Application de la convention collective – Transfert conventionnel des contrats de travail – Recevabilité de l'action – Comité d'entreprise (non) – Syndicat professionnel (oui)

Première espèce : Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – 2^e ch.) 5 janvier 2012 603
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise, 608

Chose jugée – Autorité du pénal – Étendue – Relaxe – Accident du travail – Faute inexcusable de l'employeur – Faute en lien de causalité avec le dommage
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Civ. 2^e) 16 février 2012 618

Note **Frédéric Guiomard**, Maître de conférences, Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense (IRERP EAC CNRS) 619

Rémunération – Dettes – Saisie des biens – Limites – Instruments de travail nécessaires à l'exercice personnel de l'activité professionnelle – Ordinateur – Salarié privé d'emploi – Bien utilisé pour la recherche d'emploi – Caractère saisissable (non)
Cour de cassation (2^e Ch. Civ.) 28 juin 2012 668
Note **Marc Richevaux**, Maître de conférences, Université du Littoral 668

Doctrines : **Prise d'acte d'un représentant du personnel et refus antérieur d'autorisation administrative (Rapport sous Soc. 4 juillet 2012, Société Lahera Productions)**, par **Emmanuelle Wurtz**, Conseiller référendaire à la Cour de cassation 706

Protection des représentants du personnel – Prise d'acte de la rupture – Restriction d'aptitude – Poste non compatible – Décision antérieure de refus d'autorisation administrative de licenciement – Motivation – Caractère indifférent – Compétence judiciaire

Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2012 711
Note **Thierry Durand**, Conseiller prud'homme 712

Table chronologique de la jurisprudence

(les décisions en italique ont été publiées en extraits)

| | DATE | JURIDICTION | NOM DES PARTIES | PAGE |
|-------------|----------|-------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|
| 2009 | | | | |
| DÉCEMBRE | 09/12/09 | CA Montpellier | <i>Affaire X c/ Hôtel Negresco</i> | 325 |
| 2010 | | | | |
| AOÛT | 31/08/10 | TA Paris (Référé) | | 576 |
| OCTOBRE | 25/10/10 | CA Paris (P. 6 ch. 1) | RATP c/ CHSCT Bus | 35 |
| DÉCEMBRE | 09/12/10 | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | Lahouel c/ CPAM de Lille (pourvoi n° 09-17449)..... | 281 |
| 2011 | | | | |
| JANVIER | 07/01/11 | TGI Nanterre (2 ^e ch.) | FNIC-CGT et autres c/ PPG Industries France | 36 |
| FÉVRIER | 24/02/11 | Conseil d'État | N° 335.453..... | 519 |
| MARS | 01/03/11 | CA Versailles (6 ^e Ch. Référé) | G. c/ SAS Atos Origin Intégration..... | 554 |
| | 14/03/11 | CA Reims (Ch. Civ.) | SARL Sodimédical et a. c/ Vaugois et a. | 528 |
| AVRIL | 12/04/11 | CA Rouen | <i>Association Les Fontaines (RG n° 11/00566)</i> | 62 |
| MAI | 03/05/11 | CA Bordeaux (4 ^e ch. civ. - Sect. A) | Kéolis Bordeaux c/ Syndicat CGT Transports Bordeaux | 232 |
| | 10/05/11 | CJUE | Jürgen Römer c/ Freie und Hansestadt Hamburg (Aff. C-147/08)..... | 378 |
| | 31/05/11 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Fédération des Cheminots et activités complémentaires c/ Syndicat général des transports du Rhône CFDT (pourvoi n° 10-17159) | 59 |
| JUIN | 06/06/11 | TA Versailles | Fédération des Sociétés d'études CGT et a. | 512 |
| | 07/06/11 | CA Rouen (Ch. Soc.) | Société Sodisro c/ X..... | 366 |
| | 21/06/11 | C. Cass. (Ch. Soc.) | <i>Affaire X c/ Hôtel Negresco</i> (pourvoi n° 10-11690) | 327 |
| | 29/06/11 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Sodex Humbert c/ Bouadma (pourvoi n° 09-70688) | 48 |
| JUILLET | 08/07/11 | TI Sélestat | Syndicat général des transports de la région Alsace CFDT et a. c/ Cars Bastien SA Kristinatours SAS | 54 |
| | 13/07/11 | CPH Paris (Référé-Départage) | Avdovic et syndicat CGT des Hôtels de Prestige et Économiques | 367 |
| | | | c/ La Tour La Fayette SAS | |
| | 21/07/11 | CJUE | <i>Patrick Kelly c/ National University of Ireland (University College, Dublin) (Aff. C-104/10)</i> | 307 |
| | 21/07/11 | CJUE | <i>Gerhard Fuchs, Peter Köhler c/ Land Hessen</i> | 309 |
| | | | Affaires jointes C-159/10 et C-160/10 | |
| | | | | |
| AOÛT | 31/08/11 | CA Reims (Ch. Soc. Référé) | Alvarez c/ Sodimédical et a. | 531 |
| SEPTEMBRE | 06/09/11 | CPH Limoges (Sect. Encadrement) | <i>Beherec c/ Sogara France et Hypermarché Carrefour Boisseuil</i> | 301 |
| | 08/09/11 | CA Aix-en-Provence (9 ^e ch. C) | Air Algérie c/ Amirat | 227 |
| | 12/09/11 | TASS Morbihan | Desbois c/ CARSAT Bretagne et a..... | 10 |
| | 12/09/11 | CEDH (Grande Chambre) | Palomo Sanchez et a. c/ Espagne (requêtes n° 28955/06, 28957/06, 28964/06)..... | 380 |
| | 21/09/11 | CA Toulouse (4 ^e ch. Sect. 1) | CGT Airbus Toulouse et UGICT CGT c/ Société Airbus Opérations | 39 |
| | 21/09/11 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Finaxo environnement c/ Lesueur (pourvoi n° 09-69927)..... | 50 |
| | 21/09/11 | C. Cass. (Ch. Soc.) (pourvoi n° 10-19017) | Cap Gemini service et a. c/ Syndicat Cap Gemini alliance sociale | 56 |
| | 22/09/11 | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | X c/ ENIM (pourvoi n° 09-15756) | 678 |
| | 23/09/11 | CA Caen (3 ^e ch. Sect. soc.) | SAS Benoist Girard c/ CHSCT Benoist Girard et CFDT..... | 157 |
| | 28/09/11 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Syndicat du personnel d'encadrement de l'Édition et de la Librairie..... et de la diffusion CFE-CGC et a. c/ France Loisirs (pourvoi n° 10-26693) | 32 |
| | | | | |
| | | | | |
| | OCTOBRE | 06/10/11 | CEDH (5 ^e sect.) | <i>Vellutini et Michel c/ France (requête n° 32820/09)</i> |
| | 06/10/11 | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | FIVA c/ X (pourvoi n° 10-23340)..... | 679 |
| | 12/10/11 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Société Moreau c/ Bossuyt (pourvoi n° 09-43155)..... | 19 |
| | 13/10/11 | C. Cass. (Ch. Soc.) | X c/ Cibomat (pourvoi n° 09-66991)..... | 444 |
| | 25/10/11 | CA Reims (Ch. Civ.) | Comité d'entreprise de Sodimédical c/ Mandataires liquidateurs de Sodimédical et a. | 530 |
| | 26/10/11 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Syndicat CFTC des salariés chimie de l'Oréal et a. c/ Comité central d'entreprise | 151 |
| | | | de la société de cosmétique Active production (pourvoi n° 10-20918) | |
| | 26/10/11 | C. Cass. (Ch. Soc.) | X c/ Sté Éditions techniques pour l'automobile et l'industrie (pourvoi n° 10-10243)..... | 504 |
| | 26/10/11 | Conseil d'État | N° 335.755..... | 518 |

| | | | | |
|-----------------|----------|------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| NOVEMBRE | 03/11/11 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Moreau incendies <i>c/</i> Decaen (pourvoi n° 10-18036)..... | 153 |
| | 03/11/11 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Reguieg <i>c/</i> Byblos sécurité privée (pourvoi n° 10-11820)..... | 239 |
| | 07/11/11 | CPH Toulouse (Ind. Départ.) | Realdon, CGT Freescale et a. <i>c/</i> Freescale semi-conducteurs France | 230 |
| | 10/11/11 | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | CPAM de Nanterre <i>c/</i> Khassani (pourvoi n° 10-19278) | 740 |
| | 15/11/11 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Carcoop France <i>c/</i> Lapié (pourvoi n° 10-18417) | 248 |
| | 15/11/11 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Oualia <i>c/</i> Télécom assistance (pourvoi n° 10-30463) | 248 |
| | 15/11/11 | CA Orléans (Ch. Soc.) | M. <i>c/</i> La Poste..... | 287 |
| | 15/11/11 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Girardot <i>c/</i> Société Gestrim (pourvoi n° 10-15294)..... | 373 |
| | 18/11/11 | C. Cass. (Ass. Plén.) (pourvoi n° 10-16491) | A. et a. <i>c/</i> Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme | 236 |
| | 22/11/11 | <i>CJUE (Grande chambre)</i> | <i>KHS AG c/ Winfried Schulte (C-214/10)</i> | 304 |
| | 24/11/11 | TGI Lille (1 ^{er} Ch.) | Fédération du commerce et des services CGT et a. <i>c/</i> Auchan France..... | 499 |
| | 25/11/11 | TI Villejuif | Syndicat CGT et UD CGT <i>c/</i> Institut Gustave Roussy..... | 446 |
| | 28/11/11 | CA Versailles (19 ^e Ch.) | UFICT CGT Intertechnique agissant en substitution de Mme M. et a. | 291 |
| | | | <i>c/</i> SAS Intertechnique et a. | |
| | 29/11/11 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Jacquel <i>c/</i> URSSAF des Vosges (pourvoi n° 10-19435)..... | 249 |
| DÉCEMBRE | 01/12/11 | CA Paris P. 6 - Ch. 8) | ZF Masson et a. <i>c/</i> Roca et a. | 294 |
| | 02/12/11 | CA Lyon (Ch. C) | CCE de l'UES Norbert Dentressangle Vrac et a. <i>c/</i> Sté Norbert Dentressangle et a..... | 375 |
| | 14/12/11 | C. Cass. (Ch. Soc.) | AP-HP <i>c/</i> CHSCT central de l'AP-HP (pourvoi n° 10-20378) | 607 |
| | 15/12/11 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Airbus opération <i>c/</i> Louzai, FD CGT de la Métallurgie et a. (pourvoi n° 10-15873) | 559 |
| | | | | |

2012

| | | | | |
|----------------|----------------|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|
| JANVIER | 03/01/12 | CA Reims (Ch. Civ. 1 ^{er} sect.) | SARL Sodimédical <i>c/</i> Comité d'entreprise de la SARL Sodimédical | 532 |
| | 05/01/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Société Humery Frères <i>c/</i> Guérineau (pourvoi n° 11-40080)..... | 277 |
| | 05/01/12 | TGI Paris (Référé) | Caisse d'Epargne IdF <i>c/</i> CHSCT siège et a..... | 283 |
| | 05/01/12 | CA Paris (Pôle 6 – Ch. 2) | Union locale des syndicats CGT de la zone aéroportuaire de Roissy CDG et a. | 603 |
| | | | <i>c/</i> SARL Airelle et Société Flybus | |
| | 06/01/12 | C. Cass. (Ass. plénière) | Bernaoui <i>c/</i> Société Semitag (pourvoi n° 10-14688)..... | 362 |
| | 10/01/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | <i>Pourvoi n° 10-28027 P</i> | 456 |
| | 10/01/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Cap Gemini Ouest <i>c/</i> Comité d'établissement Cap Gemini (pourvoi n° 10-21270)..... | 646 |
| | 10/01/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Fedex <i>c/</i> Comité d'entreprise de Fedex (pourvoi n° 10-23206) | 715 |
| | 11/01/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Dupont <i>c/</i> Société Lezidis (pourvoi n° 10-17945)..... | 508 |
| | 11/01/12 | CA Lyon (Ch. Soc. B) | SA MGI Coutier <i>c/</i> Cailleux | 566 |
| | 12/01/12 | CA Paris (P. 6 – Ch. 2) | Mercy <i>c/</i> SA Société Générale..... | 556 |
| | 18/01/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) (pourvoi n° 10-16926) | Casino restauration <i>c/</i> Belkiri et Fédération CFDT des services..... | 327 |
| | 20/01/12 | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | Caisse RSI Ile-de-France Est <i>c/</i> UDAF Paris (pourvoi n° 10-27127)..... | 742 |
| | 20/01/12 | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) (pourvoi n° 10-26845) | <i>Caisse d'assurance vieillesse invalidité et maladie des cultes c/ X</i> | 743 |
| | 25/01/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Ngouala <i>c/</i> Behar et a. (pourvoi n° 11-60093) | 361 |
| | 25/01/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Syndicat CGT des Marins <i>c/</i> SNCM (pourvoi n° 10-26237)..... | 563 |
| | 25/01/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Dupuy <i>c/</i> Completel Grenoble (pourvoi n° 10-23516)..... | 600 |
| | 31/01/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) (pourvoi n° 11-16049) | Société Transports du Val-d'Oise (TVO) <i>c/</i> Union départementale CGT | 360 |
| | FÉVRIER | 02/02/12 | TI Paris (1 ^{er} arrdt.) | Sté Hôtelière Paris Les Halles <i>c/</i> Union syndicale CGT du Commerce Paris et a. |
| 03/02/12 | | <i>Conseil constitutionnel</i> | <i>Décision n° 2011-216 QPC – M. Franck S.</i> | 673 |
| 07/02/12 | | C. Cass. (Ch. Soc.) | Société Terreal <i>c/</i> Million (pourvoi n° 10-17393)..... | 370 |
| 07/02/12 | | CA Versailles (6 ^e Ch.) | Affaire M. <i>c/</i> RFI | 448 |
| 08/02/12 | | C. Cass. (Ch. Soc.) | Star's service <i>c/</i> Fattah (pourvoi n° 10-14083)..... | 562 |
| 08/02/12 | | C. Cass. (Ch. Soc.) | Pôle Emploi <i>c/</i> Carreras (pourvoi n° 10-30892) | 614 |
| 09/02/12 | | C. Cass. (Ch. Soc.) | Tbatou <i>c/</i> RPC-Emballages Moirans (pourvoi n° 10-21820) | 598 |
| 16/02/12 | | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | CARSAT Midy-Pyrénées <i>c/</i> Giffard (pourvoi n° 11-10646)..... | 611 |
| 16/02/12 | | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | Société Saint-François la Belle Montagne <i>c/</i> X (pourvoi n° 11-12143)..... | 618 |
| 22/02/12 | | Conseil d'État | N° 346.307..... | 514 |
| 27/02/12 | | CPH Paris (Sect. Encadr.) | Majali <i>c/</i> Royal Jordanian | 510 |
| 28/02/12 | | C. Cass. (Ch. Soc.) | Pourvoi n° 10-26562 P. | 455 |
| 28/02/12 | | C. Cass. (Ch. Soc.) | Correia <i>c/</i> Maison départementale de la famille (pourvoi n° 10-18308) | 502 |
| 29/02/12 | | C. Cass. (Ch. Soc.) (pourvoi n° 11-13748) | Syndicat CGT de l'IGESA <i>c/</i> Institut de gestion sociale des armées | 321 |

XXX

| | | | | | |
|----------------|---------------------|------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|
| MARS | 06/03/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Letoublon <i>c/</i> Société Astra Zeneca (pourvoi n° 10-24367) | 649 | |
| | 15/03/12 | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | Société Renault <i>c/</i> Gabriel (pourvoi n° 10-15503) | 616 | |
| | 15/03/12 | Conseil constitutionnel | Décision n° 2012-649 DC <i>Loi relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives</i> | 623 | |
| | 15/03/12 | Conseil constitutionnel | Décision n° 2012-650 DC, <i>Loi relative à l'organisation du service et à l'information des passagers dans les entreprises de transport aérien de passagers et à diverses dispositions dans le domaine des transports</i> | 676 | |
| | 21/03/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Carcoop France <i>c/</i> X (pourvoi n° 10-21737) | 453 | |
| AVRIL | 27/03/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Comité d'entreprise de la Société La Fonte ardennaise <i>c/</i> Société La Fonte ardennaise (pourvoi n° 11-10825) | 785 | |
| | 28/03/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Sté DHL Express <i>c/</i> Pain (pourvoi n° 11-12043) | 504 | |
| | 03/04/12 | C. Cass. (Ch. Com.) | Société Groupe Duclot et a. <i>c/</i> X (pourvoi n° 11-17130) | 599 | |
| | 04/04/12 | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | CPAM de la Haute-Vienne <i>c/</i> Géraud (pourvoi n° 11-14311) | 681 | |
| | 04/04/12 | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | Pinade <i>c/</i> Zordan (pourvoi n° 11-15393) | 683 | |
| | 04/04/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Gauvignon <i>c/</i> Groupe Progrès (pourvoi n° 10-20845) | 805 | |
| | 17/04/12 | CA Angers (Référé) | Comité d'établissement du Mans de la société Class Tractor SAS et Syndicat CGT Renault Le Mans <i>c/</i> Société Class Tractor | 642 | |
| | 11/04/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) (pourvoi n° 11-21609) | Association de médiation sociale <i>c/</i> Union locale CGT de Marseille Nord et a. | 704 | |
| | 13/04/12 | Conseil constitutionnel | Décision n° 2012-232 QPC, <i>M. Raymond S.</i> | 674 | |
| | 25/04/12 | CPH Chalon-sur-Saône (Com.) | Cheze <i>c/</i> ZM Destock et a. | 670 | |
| MAI | 03/05/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Vivéo <i>c/</i> Comité d'entreprise de la Société Vivéo (pourvoi n° 11-20741) | 635 | |
| | 03/05/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | X <i>c/</i> Société Nice Matin (pourvoi n° 10-27047) | 733 | |
| | 09/05/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Vigneron <i>c/</i> Cemga logistics (pourvoi n° 10-26497) | 562 | |
| | 10/05/12 | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | CPAM de Corrèze <i>c/</i> Boutouyrie (pourvoi n° 11-17980) | 808 | |
| | 14/05/12 | Conseil constitutionnel | Décision n° 2012-242 QPC – <i>Association Temps de Vie</i> | 621 | |
| | 15/05/12 | CA Chambéry (Ch. Soc.) | Société Laitière des Hauts de Savoie <i>c/</i> D. | 652 | |
| | 15/05/12 | CPH Versailles (Industrie - Département) | D. <i>c/</i> SAS Renault | 727 | |
| | 16/05/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Unomédical France <i>c/</i> X (pourvoi n° 11-14580) | 602 | |
| | 25/05/12 | TGI Paris (Référé) | Comité d'entreprise Virgin Stores et a. <i>c/</i> Virgin Stores | 793 | |
| | 29/05/12 | CPH Lyon (Concil. - Départ.) | Société Eurocave <i>c/</i> Mao | 654 | |
| JUIN | 29/05/12 | TGI Paris (Sect. 1 - Ch. 4) | F3C CFDT et Fédération CGT des Sociétés d'études <i>c/</i> SAS Accenture | 789 | |
| | 30/05/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Caldeira Pinto <i>c/</i> Carrefour Hypermarché (pourvoi n° 11-10087) | 659 | |
| | 06/06/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | RATP <i>c/</i> P. (pourvoi n° 10-27694) | 657 | |
| | 06/06/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | AGIRC <i>c/</i> Avignon et a. (pourvoi n° 10-21489) | 692 | |
| | 19/06/12 | C. Cass. (Ch. crim.) | Anne X (Galeries Lafayette) (pourvoi n° 11-84884) | 761 | |
| | 27/06/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | X <i>c/</i> Union sociale pour l'habitat (pourvoi n° 11-10569) | 668 | |
| | 27/06/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Société Sogara (Carrefour) <i>c/</i> Alifonso et a. (pourvoi n° 10-27044) | 724 | |
| | 28/06/12 | C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.) | Pourvoi n° 11-15055 | 668 | |
| | JUILLET | 03/07/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) (pourvoi n° 08-44834) | Dominguez <i>c/</i> Centre informatique du Centre Ouest Atlantique | 719 |
| | | 04/07/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Société Lahera productions <i>c/</i> G. (pourvoi n° 11-13346) | 711 |
| 04/07/12 | | C. Cass. (Ch. Soc.) (pourvoi n° 11-19678) | Comité d'établissement de l'URE région ouest <i>c/</i> ERDF et GRDF | 715 | |
| 04/07/12 | | C. Cass. (Ch. Soc.) | Dembele <i>c/</i> Société Place Net (pourvoi n° 11-18840) | 736 | |
| 11/07/12 | | C. Cass. (Ch. Soc.) | Charles Riley Consultants International <i>c/</i> Vitiello (pourvoi n° 10-30219) | 655 | |
| 11/07/12 | | C. Cass. (Ch. Soc.) | X <i>c/</i> Gardena GmbH (pourvoi n° 11-15649) | 667 | |
| 11/07/12 | | C. Cass. (Ch. Soc.) | New Baby Cash Nice <i>c/</i> J. (pourvoi n° 10-15905) | 802 | |
| 27/07/12 | | Conseil d'État (1 ^{re} /6 ^e srr) | Analyste et a. (req. n° 349.173) | 807 | |
| AOÛT | | 14/08/12 | TGI Metz (Référé) | Comité d'entreprise de Aldi Marché Ennery et a. <i>c/</i> Aldi Ennery | 786 |
| | | SEPTEMBRE | 06/09/12 | CA Paris (Pôle 6 - Ch. 2) | Société HBI <i>c/</i> De Castro Julio |
| 13/09/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | | Beaujour <i>c/</i> Sté TCVS Transports Côte sous le Vent (pourvoi n° 11-20348) | 756 | |
| OCTOBRE | 24/10/12 | | C. Cass. (Ch. Soc.) | Société TDA armements <i>c/</i> CGT TDA armements et a. (pourvoi n° 11-18885) | 750 |
| | 24/10/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Frémont et Chambre syndicale Force ouvrière <i>c/</i> Sociétés Informatique | 751 | |
| | | | Banque Populaire (i-BP) et Albiréo (pourvoi n° 11-16071) | | |
| | 24/10/12 | C. Cass. (Ch. Soc.) | Société Renault <i>c/</i> Force ouvrière Renault et a. (pourvoi n° 11-20346) | 751 | |